

ABDELMADJID TEBBOUNE

La numérisation de l'économie est un préalable à la transparence

P3

JUSTICE

Fin des lettres de dénonciation anonymes

P3

SERIE A ITALIENNE

L'Algérien Nabil Bentaleb intéresserait Hellas Vérone

P4



CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Objectif : s'émanciper des hydrocarbures

P3



PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Le patronat en rangs serrés

Sept organisations patronales ont remis hier aux autorités, à l'occasion de la conférence nationale sur la relance de l'économie un document commun comportant des propositions d'un certain nombre d'actions et de mesures devant encadrer les éléments d'une nouvelle politique économique à mettre en place. Les suggestions sont axées sur quatre chapitres à savoir : des réformes structurelles, l'entreprise algérienne, l'entreprise publique, ainsi que des mesures d'urgences pour l'entreprise nationale.

Au titre des réformes structurelles, les organisations patronales ont proposé notamment la définition d'une vision économique du développement en précisant les missions de régulation et de contrôle de l'Etat, ainsi que la réforme du système fiscal par un élargissement de l'assiette fiscale, une réduction des taux et sa numérisation.

P3

RÉOUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES POUR LA RÉVISION

Le Protocole de prévention approuvé par le Comité scientifique

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus a approuvé, lundi, le protocole de prévention spécifique à la réouverture, à compter de mercredi prochain, des établissements scolaires pour la révision. En application des dispositions du décret exécutif n 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) et des textes y afférents, le ministère de l'Éducation nationale, en coordination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a mis en place un protocole sanitaire de prévention approuvé par le Comité scientifique nationale compétent, précisé le département de l'Éducation.

P2

Régions

TISSEMSILT

Réouverture du parc national des cèdres de Theniet El Had

P7

BOUIRA

Reprise timide du transport privé de voyageurs

P8

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

419 nouveaux cas, 306 guérisons et 12 décès

P24

EXPLOSIONS DE BEYROUTH AU LIBAN

Environ 100 000 enfants ont été directement touchés

P24

INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Disponibilités bancaires de l'ordre de 1.900 mds de DA

Le transport aérien et maritime ouvert au privé

P5

mémoire

20 AOÛT 1955 À CONSTANTINE

Les opérations des fidaï popularisent la Révolution algérienne

P4



BACHIR ATTAR
(MINISTRE DE
L'ÉNERGIE)

Le dossier de l'achat d'Augusta est entre la main de la justice

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a révélé hier, qu'il s'est entretenu avec le ministre des Finances, pour trouver des solutions aux problèmes de la Sonatrach et l'aider à surmonter ses difficultés de trésorerie.

Dans une déclaration en marge du colloque national sur le plan de relance économique, Attar a expliqué que ces pourparlers incluent, notamment, la possibilité de rééchelonner le paiement des taxes d'une part, ainsi que de récupérer les sommes résultant des écarts de prix que subissait la Sonatrach notamment dans le domaine du dessalement de l'eau et de l'essence.

En réponse à une question sur la raffinerie d'Augusta en Italie, que Sonatrach a achetée en 2018, M. Attar a assuré que la société se penchera sur son dossier car elle la conservera s'il y a un intérêt dans cet investissement et elle peut le vendre dans le cas contraire.

Le ministre a déclaré: «Augusta appartient maintenant à Sonatrach, et c'est un fait. Le bébé est là qu'il soit né en bonne santé ou malade, il doit être pris en charge. Nous essaierons d'utiliser ce que vous produit la raffinerie si besoin est, avant d'ajouter que le dossier d'achat de la raffinerie est en ce moment entre les mains de la justice.»

De manière générale, dit-il Sonatrach peut restructurer ses activités de manière «objective», se concentrer sur sa mission principale, qui est d'explorer, produire et transporter, transformer et commercialiser des hydrocarbures.

Cela peut inclure l'octroi de l'indépendance à "Tassili Aviation", qui est active dans le domaine du transport aérien, selon les déclarations du ministre en réponse à une question sur la possibilité d'un abandon Sonatrach pour cette branche.

Dans le même contexte, M. Attar a évoqué les auditions ordonnées par le Président concernant la gestion des entreprises publiques d'énergie, initiée par l'Inspection générale, ajoutant que «des mesures appropriées seront prises»

Et de la capacité du secteur à remplir ses obligations en matière d'autosuffisance en carburant, le ministre a assuré que l'affaire se concrétisera effectivement en ce qui concerne l'essence d'ici le début de 2021 et à la fin de l'année pour le diesel. «Les directives du président sont claires et il n'y a pas de problème dans leur application. Concernant l'essence, c'est au début

2021 il n'y aura que de l'essence produite dans nos raffineries nationales», selon ses déclarations. Cela coïncidera avec la mise en œuvre d'un plan de gestion qui sera annoncé avant la fin de cette année. Le plan comprend l'abaissement de l'indice d'octane de l'essence et l'utilisation du rapport de colorant pour le diesel à des fins anti-fraude.

Concernant l'exportation de gaz naturel algérien, le ministre a admis qu'il y a une concurrence très féroce sur les marchés internationaux, s'ajoutent les répercussions de la crise Corona sur la demande, et que Sonatrach a négocié avec ses clients pour réduire les contrats et les prix.

Les nouveaux prix garantissent cependant de couvrir le coût de production avec une marge bénéficiaire acceptable, bien qu'ils ont baissé de manière significative, confirme Attar.

R.N.

RÉOUVERTURE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES POUR LA RÉVISION

Le Protocole de prévention approuvé par le Comité scientifique

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus a approuvé, lundi, le protocole de prévention spécifique à la réouverture, à compter de mercredi prochain, des établissements scolaires pour la révision.



En application des dispositions du décret exécutif n 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) et des textes y afférents (), le ministère de l'Éducation nationale, en coordination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a mis en place un protocole sanitaire de prévention approuvé par le Comité scientifique nationale compétent, précise le département de l'Éducation.

Ce protocole fixe les mesures à appliquer et les règles à respecter pour prévenir et endiguer la propagation de la Covid-19 en milieu scolaire et pour ouvrir les établissements scolaires pour la révision et la préparation des examens en veillant à la protection de la santé et de la sécurité des élèves et des fonctionnaires du secteur». Rappelant la reprise ce mercredi du personnel administratif, le ministre souligne l'impératif de la désinfection de toutes les structures de l'établissement et l'organisation de l'espace à travers la mise en place

d'un schéma de déplacement des élèves. Le ministère met l'accent, dans ce sens, sur l'obligation de respect des mesures barrières afin de garantir la sécurité des élèves, des enseignants et de l'ensemble des travailleurs du secteur. Pour ce qui est de la rentrée des enseignants, prévue le 23 août courant, le Protocole souligne la «nécessité» de fixer les missions et de rappeler à tout un chacun l'obligation de faire preuve de mobilisation et de vigilance avec réactivation de la cellule de veille permanente, mise sur pied au niveau de chaque établisse-

ment d'éducation et d'enseignement. Le ministère de l'Éducation nationale avait rappelé, samedi, dans une instruction, les directeurs des CEM et des lycées, l'impératif du respect «rigoureux» des mesures de prévention contre le Coronavirus, à la réouverture des établissements d'éducation et d'enseignement. Pour rappel, les épreuves du BEM sont prévues du lundi 7 septembre au mercredi 9 septembre 2020, et celles du baccalauréat du dimanche 13 septembre au jeudi 17 septembre 2020.

R.N.

MILA

Début de démolition des constructions classées rouge

La démolition des constructions classées par l'organisme national de contrôle technique des constructions (CTC) dans la zone rouge, suite au séisme qui a frappé la wilaya de Mila le 10 août dernier a été lancée hier. Dans une première phase, deux bâtiments situés dans la cité "El Kharba" menaçant la vie des citoyens ont été démolies "en urgence". "Un total de 537 constructions, classées suite à l'expertise du CTC en zone rouge est concerné par la démolition, a déclaré à l'APS le direc-

teur local de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), Hakim Hadj Sadok. Le même responsable a détaillé que selon l'expertise "396 des 537 maisons concernées par la démolition sont situées à la cité El Kharba", soulignant également que les rapports d'expertises ont classé 352 autres logements dans le quatrième niveau de la zone orange à travers la wilaya de Mila. Dans les détails, 240 logements ont été classés dans la zone orange à la cité El Kharba, 22 autres mai-

sons à la cité El Amal, 22 au centre-ville de Mila et 34 habitations dans la vieille ville, a-t-on noté. Pour rappel, les deux tremblements de terre enregistrés le 10 août dernier à Mila ont provoqué l'effondrement total de deux maisons situées dans la vieille ville, ainsi qu'un immeuble de 4 étages à la cité El Kharba, et l'effondrement partiel de 15 maisons à la vieille ville, 11 autres) El Kharba, et 5 dans le quartier Ksar Lma.

APS

CONVERSION DE VÉHICULE EN GPLC

200 start-ups seront associées au programme

Environ 200 Start-ups seront créés prochainement pour prendre part au programme de conversion de 200 000 véhicules en GPLC prévus pour 2021, a annoncé hier à Alger le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems-Eddine Chitour. «Ces jeunes entreprises viendront renforcer le réseau des centres de conversion de GPLC déjà existant», a affirmé M. Chitour, lors d'une réunion sur la promotion du GPLC tenue au siège du ministère de l'Énergie. Il a précisé que ces Start-ups qualifiées, désireuses d'investir dans ce créneau, seront retenues par le ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie, de la Connaissance et des Start-up. Quant au coût des 200 000 kits, qui seront importés d'Italie pour la réalisation de cette conversion, M. Chitour a avancé un chiffre de 60 millions d'euros à raison de 300 euros le kit. Il a déduit que l'opération est rentable tant sur le plan économique que sur le plan écologique par rapport à l'essence carburant que le pays importe chaque année. «L'Algérie, qui importe annuellement l'équivalent de deux milliards de dollars de carburant par an, souhaite replacer graduellement

les carburants par le GPLC (Sirghaz) disponible et moins polluant», a-t-il encore souligné. Pour le ministre, l'Etat doit donner l'exemple à travers les institutions et les établissements publics en procédant à la conversion progressive de ses véhicules de services au GPLC. M. Chitour a appelé, par ailleurs, à la rationalisation de la consommation énergétique, «en consommant moins et mieux» sans compromettre l'avenir des générations futures. Il faut se conformer aux valeurs vertueuses de nos ancêtres qui consacrent le principe de la sobriété et du partage loin de la consommation excessive», a-t-il plaidé en appelant à promouvoir l'économie circulaire pour lutter contre le gaspillage des ressources. Pour sa part, le Directeur des projets sectoriels au sein de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), Kamel Dali, a fait savoir que les candidats qui soumettraient lancer leurs petites entreprises dans ce domaine sont de jeunes diplômés spécialisés dans l'électricité ou l'électromécanique. «Ces jeunes entrepreneurs seront accompagnés par le ministère de l'Habitat qui mettra à leur disposition des locaux adaptés, leur permettant d'exercer leur acti-

vité d'installation de kits GPLC/c», a indiqué M. Dali. «Mais au préalable, a-t-il précisé, ils auront une formation professionnelle assurée par la société publique Naftal ou les centres de formation privés qui dispenseront des cours théoriques à leur niveau suivis d'un accompagnement pratique sur le terrain. M. Dali a confirmé l'existence de 600 centres de conversion privés en plus d'une centaine de centres de conversion appartenant à Naftal. «Nous n'allons pas commencer à zéro; nous avons déjà, en plus de ces start-ups naissantes, une composante importante pour concrétiser le programme de conversion des véhicules au GPLC prévu pour 2021», a-t-il fait valoir. Outre son impact économique, le responsable à l'Aprue a assuré que ce programme de conversion de 200 000 véhicules au GPLC, permettra à l'Algérie de réduire d'une manière substantielle ses émissions de CO2. «Nous sommes à 180 millions de gaz carbonique mais avec le programme de conversion au GPLC qui s'étendra jusqu'à 2030, nous comptons réduire considérablement l'empreinte carbone de l'Algérie, a-t-il affirmé.

R.N.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Objectif : s'émanciper des hydrocarbures

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier à Alger l'ouverture de la Conférence nationale sur le plan de relance socio-économique, réunissant le gouvernement et ses partenaires afin d'asseoir les jalons d'un nouveau modèle de développement basé sur la diversification et le développement durable.



Outre les membres du gouvernement, à leur tête, le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, cette rencontre regroupe les opérateurs économiques publics et privés, représentants des institutions, syndicats, d'associations, ainsi que des experts de la sphère socio-économique. Cette conférence nationale sur "le plan de relance pour une économie nouvelle" est organisée, durant deux jours, autour de onze (11) ateliers, à savoir le développement agricole, le développement industriel, développement minier, développement des ressources énergétiques, financement du développement, comment faciliter l'investissement, micro-entreprises et start-ups, développement des secteurs de soutien, maîtrise du commerce extérieur, industrie pharmaceutique, filière BTPH. Sept (7) organisations patronales participant à la conférence ont élaboré un document commun regroupant des propositions devant être présentées à la rencontre pour enrichir le nouveau plan de relance.

CONJONCTURE DIFFICILE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué hier à Alger que la Conférence nationale sur le plan de relance pour une nouvelle économie se tient dans une conjoncture particulière marquée par la chute des prix des hydrocarbures et la pandémie du nouveau coronavirus

(Covid-19), qui a fortement impacté les économies dans le monde. Intervenant à l'ouverture des travaux de cette conférence, le président Tebboune, qui a affirmé que l'Algérie est "sur le point de dépasser" cette crise sanitaire, a rendu un hommage appuyé aux personnels de santé, aux corps de sécurité et à la Protection civile pour leurs "efforts et sacrifices".

S'ÉMANCIPER DES HYDROCARBURES

L'objectif de la nouvelle approche économique est de s'émanciper de la dépendance aux hydrocarbures le plus tôt serait le mieux. C'est dans ce sens que le président de la République a mis l'accent sur l'impératif d'augmenter les exportations hors hydrocarbures à 5 milliards USD au moins d'ici fin 2021. C'est-à-dire dans moins d'un an et demi, un pari très audacieux. Il faut, toutefois reconnaître que l'Algérie n'a pas le choix, car la dépendance quasi totale de l'économie nationale à la rente pétrolière "est fatale pour l'intelligence et l'esprit d'initiative", a indiqué le chef de l'Etat.

L'OBJECTIF "EST TRÈS FAISABLE"

A ce propos, le Président Tebboune a assuré que cet objectif, "est très faisable" d'autant, a-t-il ajouté, que "la volonté politique est forte et la vision claire". Evoquant les mesures incitatives dé-

cidées au profit des exportateurs, il a cité la création de couloirs verts dédiés à certains produits, la cession d'une bonne partie de recettes en devises au profit des exportateurs et l'amélioration de la relation avec le ministère des Finances et l'Administration fiscale. Le président de la République a mis en avant, dans ce contexte, la nécessité d'une forte contribution de la diplomatie algérienne pour favoriser l'accès des produits algériens aux marchés extérieurs. Le Président Tebboune a tenu, à cette occasion, à saluer les opérateurs économiques qui exportent des produits à haute valeur ajoutée, à l'image des pneus exportés vers les Etats-Unis et les produits cosmétiques vers les marchés africains. "Les exportateurs ont besoin d'être encouragés et non combattus", a soutenu M. Tebboune en allusion aux entraves auxquelles étaient confrontés, dans le passé, des exportateurs. Soulignant la détermination de l'Etat à encourager les exportateurs producteurs de valeur ajoutée "et non les pseudos exportateurs automobile qui ne font, en réalité, que dans le gonflage pneumatique", le président de la République a qualifié ce qui s'est passé, ces dernières années, dans le secteur automobile de "manipulation" de l'économie nationale qui "a failli faire basculer le pays dans le précipice".

Synthèse : Aziz Taibi

Brèves

ABDELMADJID
TEBBOUNE

La numérisation de l'économie est un préalable à la transparence

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé, hier à Alger, à l'accélération de la numérisation de tous les secteurs économiques et financiers pour éliminer "l'opacité qui y est sciemment entretenue" et la consécration de la transparence en vue de relancer l'économie nationale. Dans son allocution à l'ouverture de la Conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, M. Tebboune a fustigé "la non-numérisation, à ce jour, de ces secteurs sensibles, notamment le secteur fiscal et les services des Domaines de l'Etat". Ces administrations, a-t-il dit, "continuent à fonctionner avec des moyens et méthodes désuets et dépassés ne permettant même pas de connaître ce que possèdent les Algériens, comme fonciers et entreprises au niveau national". Partant de ce constat, le président de la République a ordonné l'accélération des réformes financières et fiscales, affirmant que le paiement des impôts ne devrait plus être perçu comme une sanction mais plutôt comme une incitation à l'amélioration des recettes et à la création d'emplois.

A ce propos, il a fait savoir que l'entreprise nationale Cosider, par exemple, figure parmi les 5 premiers contributeurs alors que des sociétés privées avec des chiffres d'affaires annuels supérieurs à 20 mds USD viennent à la 54e place. Par ailleurs, le président de la République a appelé à la révision des textes de loi régissant l'activité commerciale en vue de la dépenalisation de l'acte de gestion et la création de tribunaux commerciaux au niveau national, en associant les gérants des entreprises économiques et commerciales.

R.N

JUSTICE

Fin des lettres de dénonciation anonymes

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué hier à Alger qu'il adressera une directive à la justice pour ne plus tenir compte des lettres de dénonciation anonymes, appelant les personnes détenant des informations sur des infractions à la loi à avoir le "courage" de les dénoncer publiquement. "La seule destination de ces lettres anonymes sera le broyeur", a affirmé le président Tebboune qui intervenait à l'ouverture de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle. Il a ajouté que les personnes détenant des informations sur des infractions économiques peuvent s'adresser à la presse, relevant qu'il existe 180 quotidiens nationaux, tout en soulignant que la justice a les moyens d'enquêter sur ces infractions.

R.N

BELKACEM ZEGHMATI (MINISTRE DE LA JUSTICE)

Le Conseil supérieur de la magistrature appelé à consacrer l'indépendance de la Justice

Le Conseil supérieur de la magistrature est appelé à consacrer l'indépendance de la Justice, de par le rôle qui lui sera dévolu à la faveur de la prochaine révision constitutionnelle, a affirmé, hier le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati. Intervenant à l'ouverture de la première session du Conseil supérieur de la magistrature pour l'année 2020, dont il a présidé les travaux au nom du président de la République, président du Conseil, le ministre a précisé que "ce rendez-vous intervient alors que l'on parle beaucoup du rôle de cette importante institution constitutionnelle, appelée à consacrer l'indépendance de la Justice, de par le rôle et la mission qui lui seront conférés à la faveur de la prochaine Constitution". Le Conseil supérieur de la magistrature est appelé à "consacrer l'indépendance de la Justice", de par le rôle qui lui sera dévolu à la faveur de la prochaine révision constitutionnelle, a affirmé le ministre de la Justice,

Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati. "Cette session intervient dans une conjoncture exceptionnelle et un contexte national marqué par la diversité des priorités et des enjeux", d'où l'impératif pour le secteur de la Justice d'être "en tête des institutions appelées à opérer le changement escompté", a-t-il ajouté. A ce titre, le ministre a souligné que le Conseil supérieur de la magistrature "restera la plus haute instance du pouvoir judiciaire et la première habilitée à assurer l'encadrement et le suivi de la carrière des magistrats", grâce à la nouvelle approche prévue par les dispositions de l'amendement de la Constitution. Il a également indiqué que le Conseil "restera le premier garant des droits et libertés et de la suprématie de la Loi". Compte tenu du poids de cette institution constitutionnelle, estime le ministre, "il est naturel qu'elle suscite autant de débats et d'échanges de vues parmi les spécialistes intéressés par les affaires publiques du pays". L'occasion était pour le mi-

nistre d'évoquer la composante humaine, l'organigramme et le mode de gestion du Conseil, objet de nombre de propositions incluses dans le projet d'amendement constitutionnel. M. Zeghmati s'est dit satisfait du fait que la tendance était pour "conférer davantage d'immunité et d'indépendance au pouvoir judiciaire tout en renforçant sa place et son rôle dans l'édification de l'Algérie nouvelle". Plusieurs questions sont inscrites à l'ordre du jour de la session dont les travaux se poursuivent à huis clos, notamment les dossiers relatifs à la nomination de magistrats ayant parachevé leurs formations théorique et qualifiante, au traitement des demandes de mise en disponibilité et à d'autres questions liées au détachement et à la fin de détachement conformément à l'article 76 des statuts des magistrats ainsi que la régularisation des situations des magistrats mis à la retraite, n'ayant pas bénéficié de prolongation de service.

Synthèse : Id.D

20 AOÛT 1955 À CONSTANTINE

Les opérations des fidai popularisent la Révolution algérienne

Événement charnière, entre le coup de semonce (Novembre 1954) de la lutte armée pour la libération du pays une année auparavant dans les Aurès et le cimentage de l'acte fondateur de l'Etat algérien une année après en Kabylie (Congrès de la Soummam 1956), l'insurrection du Nord-constantinois, un 20 août 1955, est sans conteste le coup d'éclat majeur et sans précédent qui vit l'entrée sur la scène de l'Histoire les opérations des fidai popularisant à jamais la glorieuse Révolution algérienne.



Intervenant dans un contexte marqué par une répression aveugle du colonisateur français envers la population et les moudjahidine retranchés dans la région des Aurès, dans l'Est du pays, les attaques du 20 août 1955 du Nord-constantinois, dont l'un des objectifs était de desserrer l'étau sur cette région, a insufflé un second souffle à la Révolution naissante de Novembre 1954. Orchestrées sous l'impulsion de Zighoud Youcef, commandant de la Wilaya II historique après la mort de Didouche Mourad le 18 janvier 1955, les opérations menées dans la région de Constantine-Skikda-Guelma, représentent "une date phare dans l'Histoire de la Révolution pour la libération du pays," se souvient encore Mohamed-Salah Lakher, 88 ans, membre des premiers groupes de choc de fidai et militant actif de l'organisation du FLN à Constantine sous la houlette du chahid Messaoud Boudjeriou. L'esprit toujours alerte, 65 ans après ces événements, ce bientôt nonagénaire qui a entamé son parcours militant en 1949 à l'âge de 17 ans au sein des Scouts musulmans algériens (SMA), est revenu, dans un témoignage recueilli par l'APS à son domicile, dans la commune de Ain Smara (Constantine), à l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire du soulèvement du Nord-constantinois, sur ces attaques "savamment préparées et pilotées par le chahid Zighoud Youcef et les réunions préalablement organisées pour fixer les objectifs à atteindre le jour J."

Responsable du ravitaillement et l'acheminement des explosifs à travers une organisation bien rodée, M. Lakher a soutenu qu'à

l'issue de la première réunion tenue à Bousatour, dans la commune de Sidi Mezghiche (Skikda), à laquelle ont participé 150 moudjahidine et responsables, "des contacts avaient été effectués par la suite à l'intérieur de la ville de Constantine pour ramener des armes et recueillir des informations sur les lieux à cibler."

"La seconde réunion de préparation des attaques du 20 août 1955, réunissant près de 19 membres de l'organisation de Constantine, s'est tenue la veille sur les hauteurs de Djebel Ouahch en présence de Zighoud Youcef," a ajouté ce militant du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et membre de l'Organisation secrète (OS) qu'il a rejoint en février 1949. Plongé dans ses pensées, il poursuit : "Le 19 août, nous avons reçu l'ordre de nous rendre à Djebel Ouahch en direction de Kef Lekhal et d'y amener les armes en notre possession à bord de trois véhicules, avant de poursuivre à pied vers la mechta Hamaida chez la famille Boudersa, lieu de la rencontre." "Après la venue de Zighoud Youcef, les militants de Constantine, rassemblés dans trois maisons, ont été appelés un à un pour prêter serment en sa présence et celle de Messaoud Boudjeriou, le responsable régional, avant de répartir les actions à mener et les confier à plusieurs groupes," a-t-il précisé.

Des opérations bien ficelées et synchronisées

Une dizaine de groupes, composés de fidayine de Constantine, de djounouf (soldats) de l'Armée de libération nationale (ALN) et de moussebiline ont été ainsi char-

gés d'attaquer, le samedi à midi précisément, plusieurs objectifs distincts à El Kantara, rue Bienfait (actuellement Kitouni Abdela-malek), rue Thiers (actuellement Tatache Belkacem), rue de France (actuellement rue du 19 juin 1965), rue Caraman et Belle Vue, conformément à des "opérations bien ficelées et synchronisées". Ces attaques visaient, entre autres, des bars-restaurants, l'hôtel des Gorges où résidait un colonel de l'armée coloniale française, des locaux de la police, des établissements économiques, le kiosque à essence ESSO et le cinéma ABC (actuellement Anouar). A la tête du sixième groupe, celui des bombes artisanales, Mohamed-Salah Lakher a été chargé, de son côté, de mener une attaque contre un bar situé à la rue de France (actuellement rue du 19 juin 1965) faisant, selon lui, plusieurs morts et blessés.

"Nous étions environ une cinquantaine de moudjahidine et de fidayine à participer ce jour-là aux attaques, le 20 août 1955 à Constantine, se remémore-t-il encore, déplorant toutefois la mort du militant MTLD, Tahar Belabed, encerclé et assassiné dans une ruelle de la vieille ville de Constantine le 23 août 1955. Mohamed-Salah Lakher, qui avait également rejoint le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) en juin 1954 et le FLN en novembre de la même année, a été arrêté par les forces coloniales le 28 novembre 1955 en compagnie de 16 autres fidayine engagés dans la lutte armée urbaine et des actions commando à Constantine.

Cette arrestation est intervenue, se rappelle-t-il, suite à la capture d'un ancien fidai,

blessé les armes à la main et qui a dû divulguer sous la torture les noms des "Trois Si" de l'organisation de Constantine, à savoir Si Ali, Si Mostefa et Si Salah (respectivement Amor Zaâmouche dit Ali, Mostefa Aouati et Mohamed-Salah Lakher). Et d'ajouter : "De nombreux compagnons de lutte ont écopé de peines allant de la condamnation à mort à la perpétuité ainsi que des travaux forcés, tandis que 24 autres membres de l'organisation ont été condamnés à mort et à perpétuité par contumace," assurant avoir été, pour sa part, condamné à 15 ans de travaux forcés. Ce militant de la première heure a également rappelé que plusieurs actions avaient été orchestrées dans l'antique Cirta avant l'offensive du 20 août 1955, notamment l'attentat à la bombe le 30 avril 1955 contre le Casino, situé à la Place des Martyrs (ex-Place Lamoricière), qui constitua les prémices de la "bataille de Constantine." Le défunt Ali Kafi, moudjahid et ancien président du Haut Conseil d'Etat (HCE), l'un des adjoints de Zighoud Youcef à l'époque, parle dans ses Mémoires, des représailles de l'armée coloniale française au lendemain du 20 août 1955, évoquant un "massacre sans précédent dans sa sauvagerie sinon celui du 8 mai 1945" et le sociologue et historien, Benjamin Stora, a relevé dans ses écrits "l'impitoyable répression des forces coloniales contre la population" après les attaques du 20 août 1955. Au niveau national et sur le plan militaire, l'offensive du 20 août 1955 a été à l'origine du renforcement des rangs de l'Armée de libération nationale (ALN).

INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Disponibilités bancaires de l'ordre de 1 900 mds de DA

L'annonce a été faite hier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie.



Outre ces disponibilités bancaires, le Président a évoqué la possible affectation, durant l'année en cours, de 10 à 12 mds USD de réserves de change à des financements d'investissements. Avancé des prévisions de recettes pétrolières de l'ordre de 24 mds USD à la fin de l'année, le Président a qualifié la situation financière du pays de « supportable » même si c'est « difficile », précisant que « les réserves de change s'élevaient à 57 mds USD ». C'est la raison pour la-

quelle, il refuse catégoriquement le recours au financement extérieur. « Le recours au financement extérieur sous de fallacieux prétextes ne se reproduira plus jamais », a-t-il soutenu. Appelant à « s'éloigner autant que possible des investissements lourds », Tebboune s'est interrogé sur la pertinence de financer la création d'une usine à 750 millions USD, par exemple, au lieu de financer 10 usines à 75 millions USD chacune. Il a appelé, en particulier, à l'investissement dans le

développement des industries de transformation pour pallier l'importation de leurs produits. Néanmoins, a-t-il poursuivi, l'investissement dans de lourds projets demeure ouvert, pour peu qu'il apporte une forte valeur ajoutée. Entre autre décision, le Président a annoncé la dépenalisation de l'acte de gestion. Cela permet aux opérateurs de réaliser sereinement leurs projets.

Abir N.

ABDELWAHAB ZIANI (PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES EXPORTATEURS ALGÉRIENS)

L'Etat devrait protéger le « made in Algérie »

Le président de l'Association des exportateurs algériens a qualifié la rencontre réunissant, face aux membres du gouvernement, des opérateurs économiques de l'ensemble du pays et les organisations syndicales, d'une « nouvelle ère » pour le patronat. Abdelwahab Ziani a souligné que les agents économiques n'ont, à ce jour, par eu de lois pour les protéger. « Nous avons, dit-il, été les partenaires du gouvernement, mais à moins de 3 % ». Nous lui avons, ajoute-t-il, soumis environ 4 000 questions, dont seulement 3 % « ont été prises en charge ». Si, ajoute-t-il, nous avions eu des lois adaptées à l'entreprise, « nous aurions, outre l'Algérie, investi une grande partie de l'Afrique ». Pour lui, l'Etat devrait les protéger en les aidant à produire et à amener les Algériens à consommer le maximum de produits locaux et contribuer, ainsi, à sauver l'emploi et à créer de la richesse au pays. S'exprimant hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, Abdelwahab Ziani a affirmé que l'aspect le plus important, désormais, est « d'instituer un dialogue et de rétablir la

concertation et la confiance entre le monde des entreprises et les pouvoirs publics », et ce, afin d'éviter de « sombrer dans la crise que nous traversons ». Parmi les autres priorités, l'invité de la radio a insisté sur l'urgence de renforcer le système d'information économique accessible aux investisseurs. Il relève que beaucoup, parmi ces derniers, ont jugé utile de créer des laiteries, des minoteries et autres cimeteries, dû à la nécessité d'organiser l'orientation et la concertation « avec les gens du terrain ». D'après le président de l'Association des exportateurs, les quelque 2,8 millions d'opérateurs économiques activant en Algérie pourraient passer à 5 millions et multiplier les emplois, pour autant, indique-t-il, qu'on les aide à reconquérir un marché « qui n'est pas entre leurs mains ». Entre autres propositions que les opérateurs économiques soumettront à discussions durant la rencontre, figurent la révision du Code des investissements, celui des marchés publics, ainsi que celui du travail. Pour M. Ziani, il va falloir « faire une toilette de toutes les lois » pour les adapter à la difficile conjoncture à laquelle est

confrontée l'Algérie. Pour ce qui a trait, en particulier, à la révision du Code des marchés publics, celui-ci propose de donner « la préférence » aux sociétés algériennes. À propos du Code du travail, il faudrait, selon lui, « tout revoir », afin de ne pas susciter des « querelles » entre les entreprises, les employés et les institutions. Il a évoqué la bureaucratie qui était toujours là pour bloquer les investisseurs et a proposé qu'après le dépôt d'une demande de financement, l'institution d'une période d'attente limitée, une « dead line », après laquelle s'il n'a pas obtenu de réponse, il considère donc que son projet est accepté et que les banques doivent, alors, l'accompagner pour le réaliser. Il a également évoqué la nécessité d'un partenariat entre le secteur public, « qui possède des surfaces bâties énormes, qu'il n'exploite pas à 100 % », et le secteur privé, « qui est à l'étroit et qui a besoin d'extension », il va falloir, propose-t-il, établir une association, « pour apporter un plus à l'économie nationale ».

Synthèse : Id. D.

PÉTROLE

L'accord de réduction de la production respecté à 96% en juillet

L'accord de réduction de la production de pétrole conclu entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs partenaires a été respecté à 96% en juillet dernier, a indiqué hier à Alger le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar. « Les résultats du suivi de la production qui seront présentés ce mercredi lors des travaux de la réunion mensuelle du Comité ministériel de suivi conjoint OPEP+, révèlent que tous les pays ont respecté leurs quotas », a déclaré M. Attar à la presse en marge de la Conférence nationale sur le Plan de relance économique. Cet engagement de la part des pays OPEP+ a permis la hausse des cours du pétrole qui sont actuellement à 45 dollars le baril, ajoute le ministre, affirmant que le prix moyen du baril pour l'année 2020 devrait se situer aux alentours de 40 dollars le baril, si ce taux serait encore

respecté jusqu'à la fin de l'année en cours. Les prévisions des recettes pétrolières de l'Algérie devront dépasser les 24 milliards de dollars cette année, prévoit M. Attar. Selon le ministre, pour l'année 2021, la relance de la consommation énergétique parallèlement à la relance graduelle de l'économie, permettra d'augmenter davantage les prix du pétrole, « mais pas au-delà de 50 à 55 dollars le baril », a-t-il précisé. « Le prix pourrait baisser mais cette option n'est pas envisageable pour l'heure », a déclaré M. Attar, ajoutant que tous les indicateurs confortent une reprise de l'activité économique et qui se poursuivra jusqu'à 2024, où le prix du baril devrait atteindre les 69 dollars ». Abdelmadjid Attar participera aujourd'hui aux travaux de la 21ème réunion du Comité ministériel mixte de suivi OPEP/non-OPEP (JMMC), a indiqué hier un communiqué du minis-

trère. Cette réunion, qui se tiendra par visio-conférence, sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court et moyen termes, ajoute le communiqué. Les membres du JMMC auront à évaluer également le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de juillet dernier, tels que décidés lors de la 10ème réunion ministérielle OPEP et Non-OPEP tenue le 12 avril dernier. Le JMMC est composé de sept pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'OPEP (Russie et Kazakhstan).

R.E

Brèves

PRÉSIDENT TEBBOUNE

« Le transport aérien et maritime ouvert au privé »

La création des banques privées, compagnies aériennes et maritimes, est désormais possible en Algérie. « Qu'est ce qui empêcherait la création de banques privées ?, et pourquoi pas en partenariat avec des banques publiques ? » s'est interrogé, hier le président de la République, dans son allocution à l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie. Autre ouverture concernant le transport aérien, le Président s'est dit tout à fait ouvert : « Je ne vois aucune objection, aujourd'hui, à ce que des investisseurs privés créent des compagnies de transport aérien et de voyageurs ainsi que des banques », a-t-il soutenu. L'ouverture à ces deux secteurs d'activité dans l'économie des services est susceptible d'aider à la réduction de la facture d'importation des services. Tebboune a rappelé que la facture annuelle des services de transport s'élevait à 12,5 milliards USD, dont 3,4 milliards USD pour les frais du transport maritime de marchandises.

Id.D.

NORVÈGE

Le fonds souverain perd 18 milliards d'euros au premier semestre 2020

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a perdu 188 milliards de couronnes (18 milliards d'euros) au premier semestre dans une économie mondiale paralysée par l'épidémie de Covid-19, a annoncé hier la Banque de Norvège. Alimenté par les revenus pétroliers de l'Etat norvégien, le fonds a été pénalisé par la chute des actions, qui représentent l'essentiel (69,6%) de ses placements : celles-ci ont reculé de 6,8% sur les six premiers mois. Au 30 juin, le fonds pesait 10 400 milliards de couronnes (989 milliards d'euros), soit davantage qu'à la fin du premier trimestre (9.998 milliards de couronnes). « L'année a commencé avec optimisme, mais les perspectives des marchés boursiers se sont rapidement retournées lorsque le coronavirus a commencé à se propager dans le monde », a noté le numéro deux du fonds, Trond Grande, dans un communiqué. « Cependant, la forte baisse boursière du premier trimestre a été limitée par une réponse massive des politiques monétaire et financière », a-t-il ajouté. Les placements en obligations, soit 27,6% du portefeuille, affichent un rendement négatif de 1,6%, tandis que les investissements immobiliers (2,8% du portefeuille) ont, eux, engrangé un gain de 5,1%. « Même si les marchés ont bien rebondi au deuxième trimestre, nous décelons encore beaucoup d'incertitudes », a souligné M. Grande. Censé faire fructifier les revenus pétroliers de l'Etat norvégien, le fonds est, par ailleurs, toujours enlisé dans une polémique sur sa direction. Nicolai Tangen, un milliardaire qui a fondé le fonds spéculatif AKO Capital à Londres, doit prendre les rênes de l'énorme bas de laine norvégien le 1er septembre, en remplacement d'Yngve Slyngstad. Mais des voix ont critiqué de possibles conflits d'intérêts ainsi que son recours à des paradis fiscaux pour abriter ses investissements, tandis que la Banque de Norvège, qui chapeaute le fonds, est épinglée pour des irrégularités et entorses à la loi dans le processus de recrutement. A tel point que l'arrivée de M. Tangen à la tête du fonds est aujourd'hui remise en cause par une partie de la classe politique.

R.E

Brèves

ROYAUME-UNI
Plus de 100.000
volontaires pour
les essais d'un
vaccin

Plus de 100.000 personnes se sont portées volontaires pour prendre part aux essais d'un vaccin contre la COVID-19 au Royaume-Uni, a déclaré lundi le gouvernement britannique, encourageant davantage de personnes à s'inscrire au Registre de la recherche sur un vaccin du Service national de la santé (NHS). Les chercheurs souhaitent que les volontaires proviennent de tous les milieux sociaux et en particulier de ceux qui sont le plus susceptibles de bénéficier d'un vaccin, y compris les personnes âgées de plus de 65 ans, les travailleurs sociaux et professionnels de santé de première ligne.

"Pour permettre la tenue d'études à grande échelle sur un vaccin au Royaume-Uni, l'objectif est qu'un maximum de personnes s'inscrivent au registre d'ici octobre", a indiqué un porte-parole du ministère des Affaires, de l'Énergie et des Stratégies industrielles.

Le ministère a expliqué que des études cliniques dotées d'un groupe de volontaires diversifiés aideraient les scientifiques et les chercheurs à mieux comprendre l'efficacité de chaque vaccin potentiel et accéléreraient considérablement le travail de découverte d'un vaccin sûr et efficace.

Selon le ministère, plusieurs essais devraient débuter cet automne au Royaume-Uni avec la participation du NHS, des instituts de recherche et d'entreprises pharmaceutiques en vue de développer et produire des vaccins. R.N

RUSSIE

Le nombre
de cas d'infection
dépasse les
930.000

La Russie a enregistré 4.748 cas supplémentaires d'infection au nouveau coronavirus ces dernières 24 heures, portant à 932.493 le nombre total des contaminations, a annoncé mardi le centre national de réponse au COVID-19 dans un communiqué. En outre, 132 nouveaux décès ont été signalés, portant le bilan à l'échelle nationale à 15.872. Moscou, la région la plus touchée du pays, a signalé 693 nouveaux cas, portant son nombre d'infections à 253.757, a précisé le centre. D'après le communiqué, 742.628 personnes se sont rétablies à ce jour, dont 6.527 en 24 heures. En date de lundi, 225.759 personnes étaient sous observation médicale, tandis que plus de 32,9 millions de tests ont été effectués à travers le pays, a dit le Service fédéral de surveillance de la protection des droits des consommateurs et du bien-être humain (Rospotrebnadzor). R.N

ETATS-UNIS

Le vaccin contre le Covid-19 devrait être gratuit

Si un vaccin expérimental contre le nouveau coronavirus fait ses preuves, il sera distribué gratuitement aux Américains, a dit l'administration de Donald Trump le 13 août, en répétant que le processus d'autorisation se ferait dans la plus grande rigueur scientifique.



"La plupart" des assureurs privés prêts à faire un geste

"Nous espérons que chaque Américain aura non seulement accès à un vaccin gratuit distribué dans divers sites, mais qu'il n'aura rien à payer non plus pour l'administration du vaccin", a dit Paul Mango, haut responsable du ministère de la Santé, lors d'une conférence téléphonique avec des journalistes. Washington a investi plus de 10 milliards de dollars dans six projets de vaccins et signé des contrats garantissant la livraison de centaines de millions de doses si les essais cliniques étaient probants et conduisaient à une autorisation par l'Agence américaine des médicaments (FDA).

Les doses elles-mêmes seront payées par le gouvernement américain. Les médecins ou cliniciens qui injecteront le vaccin aux gens devront être payés, mais ces coûts devraient être largement pris en charge par les assureurs privés et les programmes publics comme Medicare, y compris pour les gens sans assurance,

selon Paul Mango, qui a dit que "la plupart" des assureurs privés étaient d'accord pour ne pas facturer de reste à charge. Mais le système de santé américain étant éclaté entre assureurs publics et privés, et les prix étant libres, le remboursement à 100% pour les patients dépendra de la négociation entre de multiples acteurs.

Un processus d'autorisation précipité à cause de l'élection présidentielle américaine ?

"Nous sommes en bonne voie pour livrer des centaines de millions de doses d'ici janvier 2021", a par ailleurs insisté Paul Mango. Suivront trois mois pour distribuer 300 millions de doses aux Américains, selon Francis Collins, directeur des Instituts nationaux de santé (NIH). "Je suis prudemment optimiste qu'au moins l'un d'eux (des six vaccins expérimentaux) sera prouvé comme sûr et efficace d'ici la fin de l'année", a-t-il aussi dit. La question qui agite les experts et l'opposi-

tion démocrate à Donald Trump est de savoir si le processus d'autorisation de la FDA sera précipité sous pression de la Maison Blanche, alors que le président a dit plusieurs fois espérer une autorisation d'ici l'élection présidentielle du 3 novembre. "Nous n'avons pas réduit la rigueur réglementaire avec laquelle nous évaluerons et, je l'espère, autoriserons les vaccins", a martelé Paul Mango.

Le contre-exemple est le vaccin approuvé par la Russie, avant même le début de la dernière phase des essais cliniques, la phase où le vaccin expérimental est injecté à des dizaines de milliers de volontaires pour en vérifier l'efficacité et la sûreté. "Je doute vraiment" que les Russes aient "prouvé de façon définitive que le vaccin est sûr et efficace", a commenté séparément Anthony Fauci. Francis Collins a comparé la décision russe de donner le feu vert au vaccin, Spoutnik V, à de "la roulette russe".

R.N

La Grèce espère recevoir un premier lot
de vaccins d'ici décembre

Le ministre grec de la Santé, Vassilis Kikilias, a déclaré mardi que son pays espérait recevoir un premier lot de vaccins contre le Covid-19 d'ici décembre, en vertu d'un accord entre l'UE et l'industrie pharmaceutique. "Si tout se passe bien, la Grèce recevra sa part prévue en sept cargaisons (...) Nous commencerons en décembre avec 700.000 doses", a déclaré le ministre de la Santé Vassilis Kikilias à la chaîne SKAI TV. Les livraisons s'étaleront de décembre à juin, a-t-il ajouté.

La Commission européenne avait annoncé vendredi avoir passé un accord avec le groupe pharmaceutique AstraZeneca, évoqué mardi par le ministre, "pour acquérir un vaccin potentiel contre le Covid-19, ainsi que



pour en faire don à des pays à faibles ou moyens revenus ou pour le réorienter vers d'autres pays européens".

La Commission a déclaré qu'"une fois que le vaccin aura prouvé qu'il est sûr et efficace", elle en achètera 300 millions de

doses, avec une "option pour en acheter 100 millions de plus pour le compte de pays membres de l'UE".

La Grèce a un taux de contamination et de décès dus au Covid-19 relativement bas par rapport aux autres pays de l'UE, mais la propagation du coronavirus a flambé de manière alarmante ces dernières semaines.

Le pays a recensé plus de 7.200 cas au total, dont quelque 2.800 pour le seul mois d'août. Au total, 230 personnes sont mortes du Covid-19 en Grèce.

Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a prévenu que "des mesures plus radicales, qui auront sans aucun doute des répercussions économiques", seront mises en place si la propagation du virus se poursuit. R.N



TISSEMSILT

Réouverture du parc national des cèdres de Theniet El Had

Le parc national de cèdres de Theniet El Had (Tissemsilt) a été rouvert, lundi, au public après cinq mois de fermeture dans le cadre des dispositions de prévention de la Covid-19, a-t-on appris du responsable de la maison du parc, Djeloul El Ouaeur. Cette décision prise par les autorités de wilaya porte sur l'ouverture de

tous les accès menant vers la forêt El-Medad ainsi que ses espaces naturels pittoresques. Les visiteurs pourront pratiquer diverses activités touristiques et environnementales individuels dont la marche, les randonnées, la découverte des sites naturels, l'escalade du pic "Ras Brarit" et la visite de la zone d'Aïn Harhara. La mesure de réouverture de la forêt

d'El Medad a été précédée d'une large opération de désinfection et de nettoyage des entrées et sorties de cet espace boisé ainsi que des espaces de repos et de loisirs pour les familles et les aires de jeux pour enfants. Au passage, des panneaux et affiches de sensibilisation ont été placés pour inviter les visiteurs à

respecter les mesures sanitaires et préventives, notamment le port du masque de protection, le respect des règles d'hygiène et de la distanciation sociale. La même source a confirmé qu'en cas de non-respect de ces mesures sanitaires, il sera procédé à la reconduction de la fermeture immédiate de la forêt d'El-Medad sera reconduite.

Brèves

CORONAVIRUS

L'Université
"USTO-MB"
d'Oran se dote
d'un centre de
dépistage

Un centre de dépistage du coronavirus Covid-19 sera prochainement mis en place à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran "Mohamed Bou-diaf" (USTO-MB), a-t-on appris lundi du vice-recteur de cet établissement. L'USTO-MB sera dotée prochainement d'un centre de dépistage de la Covid-19, et ce, avec le soutien financier de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT), a précisé à l'APS le vice-recteur Lahouari Chaa. Le centre sera installé au niveau des locaux du Laboratoire des productions et valorisations végétales et microbiennes, a-t-il indiqué. La future structure sera supervisée par la Faculté des sciences de la nature et de la vie et le Laboratoire de génétique moléculaire et cellulaire qui mettra en place une équipe de volontaires constituée d'enseignants chercheurs, doctorants et techniciens, a fait savoir le vice-recteur. Cette opération intervient dans le sillage de nombreuses actions menées par l'USTO-MB dans le cadre de sa contribution à la prévention et lutte contre la propagation du coronavirus, a-t-on rappelé, évoquant notamment la fabrication de masques à visière, de gel hydroalcoolique, la réparation d'équipements hospitaliers et la conception d'un modèle de respirateur artificiel.

BEN M'HIDI ET EL
CHATT (EL TARF)

Distribution
"jeudi prochain"
de près de 1400
logements LPL

Près de 1.400 logements publics locaux (LPL) seront distribués "jeudi prochain" à El Tarf, dans les communes de Ben M'Hidi et El Chatt, à l'occasion de la célébration du 65e anniversaire de l'offensive du Nord-constantinois (20 août 1955), a-t-on appris, lundi, auprès des services de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). La même source, qui a indiqué qu'une cérémonie de remise de clés sera organisée, jeudi prochain, en présence des autorités locales, a précisé que 717 logements sociaux seront attribués dans la commune de Ben M'Hidi sur un total de 1.056 unités et 675 autres segments de même type seront distribués à leurs bénéficiaires dans la commune d'El Chatt, d'un programme totalisant 1.200 LPL. Le reste des programmes, 525 logements à El Chatt et 339 unités à Ben M'Hidi, sera distribué "en octobre prochain", a-t-on signalé. Les travaux de raccordement de voiries et réseaux divers (VRD) et autres aménagements nécessaires ont été pratiquement parachevés au niveau de ces deux sites afin de permettre aux bénéficiaires de disposer de leurs logements sociaux, dotés de l'ensemble des commodités requises, a-t-on noté. Tout en rappelant les efforts déployés par l'Etat pour améliorer les conditions de vie des populations notamment rurales et celles des zones d'ombre, la même source a signalé que près de 400 décisions d'aides à l'habitat rural et plusieurs autres quotas de logements dont plus de 1.000 à Chebaita Mokhtar, seront distribués au fur et à mesure de leur achèvement.

BATNA

Une initiative pour la prise en charge des malades à domicile

Un groupe de médecins de diverses spécialités et autres paramédicaux de la wilaya de Batna ont lancé une opération bénévole pour la prise en charge à domicile des malades atteints du Covid-19, a-t-on appris lundi, de l'initiatrice de cette opération, Professeur Nora Righi, spécialité en maladies contagieuses.

Dans une déclaration à l'APS la même spécialiste également membre de la commission de la santé de l'Assemblée populaire nationale (APN), a précisé que cette opération vise à "réduire la pression sur les établissements de santé pour une meilleure prise en charge des malades atteints du Covid-19". Elle a ajouté dans ce sens que l'initiative ambitionne de contribuer "à briser la chaîne des contaminations et éradiquer ses foyers". Le suivi médical des cas atteints du coronavirus à travers des visites de terrain à domicile et des communications téléphoniques figure parmi les principales missions de ce groupe de bénévoles installé au centre des loisirs scientifiques de la cité Kechida au chef lieu de wilaya, a souligné la même responsable, faisant état aussi de la formation des bénévoles pour renforcer les consultations et les services d'hospitalisation pour cette catégorie.

Le groupe médical mobilisé dans le cadre de cette initiative assure consultations et soins, avec des prises de sang pour des analyses, l'électrocardiogramme pour les malades concernés qui n'auront pas à se déplacer vers les structures de santé, a encore souligné la même responsable qui a précisé que "des conseils et orientations seront donnés aux membres des familles des malades en plus d'un suivi psychologique et social pendant le traitement et en période de convalescence". Ce groupe médical d'hospitalisation à domicile dont le lancement des missions a été donné par le



chef de l'exécutif local, Toufik Mezhoud est composé également de médecins généralistes résidents et chirurgiens, a fait savoir Pr Righi, précisant que "la porte restera ouverte à tous les professionnels de la santé pour davantage d'efficacité". Les bénévoles praticiens prennent en charge les malades dont la contamination au coronavirus a été confirmée par les centres de diagnostic du chef lieu de wilaya en collaboration avec l'établissement public hospitalier qui accueille les malades de la ville de Batna et de plusieurs communes limitrophes, selon la même responsable. Les listes des personnes atteintes du Covid-19 sont remises quoti-

diennement à l'équipe bénévole pour entamer les contacts et disposer les services de prise en charge nécessaires pour les malades et leur entourage, a-t-elle détaillé. A ce jour, 4 ambulances médicales équipées ont été mobilisées pour permettre à l'équipe médicale bénévole de prendre en charge des cas du coronavirus, a encore précisé Pr Righi, faisant état de "facilitations assurées par les autorités locales et les aides octroyées par les bienfaiteurs". Le staff médical et paramédical de cette équipe utilise les réseaux sociaux pour faire connaître cette initiative favorablement accueillie et met à la disposition des ci-

toyens et les professionnels de la santé des numéros téléphoniques pour toute information ou demande d'adhésion à cette initiative devant être élargie à d'autres régions de la wilaya comme la daïra de Barika. Parallèlement, l'équipé médicale bénévole pour la prise en charge des malades atteints du Covid-19 de Batna a lancé lundi en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et sport (DJS) et des associations et clubs, une caravane de sensibilisation pour lutter contre le coronavirus qui devra s'étaler sur 10 jours et qui devra sillonner les différents quartiers du chef lieu et des communes limitrophes.

BOUIRA

Reprise timide du transport privé de voyageurs

Le transport privé de voyageurs a repris timidement depuis dimanche à Bouira, après plusieurs mois d'arrêt du à la situation épidémiologique que vit la wilaya, a-t-on constaté. "Après plusieurs jours d'hésitation, plusieurs transporteurs privés de voyageurs ont décidé de reprendre leur service à la grande joie des voyageurs", a indiqué à l'APS, M. Abdellah Rezouali, chef de service à la direction de transport. Le service a repris timidement, mais avec le temps tous les transporteurs vont reprendre. "Nous avons enregistré la reprise de la ligne Bouira-Ain Bessam, Bechloul et qu'Ath Laâziz", a expliqué M. Rezouali. Au niveau de la gare routière de la ville de Bouira, la vie a repris ses droits, et plusieurs voyageurs ont pu se déplacer vers d'autres communes.

"Certains autres ne veulent pas reprendre notamment avec les restrictions imposées par le dispositif de prévention contre la Covid19. Ils ne veulent pas travailler à uniquement 50% de places, mais ils vont être obligés de travailler avec, car il s'agit d'une mesure pour protéger la santé publique", a souligné le même responsable. A Bechloul (Est de Bouira), les transporteurs ont repris leur travail le plus normalement. Plusieurs bus de transport ont assuré les dessertes vers Bouira. "Nous sommes obligés de revenir pour travailler. Nous n'avons pas d'autres ressources. Le confinement a trop duré", a avoué Smail Chain, un des transporteurs privés de voyageurs de la région. Les bus sont à moitié pleins pour assurer la distance de prévention et pour éviter tout risque de contamination.

Pour leur part, les voyageurs ont beaucoup attendu cette reprise pour qu'ils puissent effectuer leurs déplacements, notamment pour ceux qui travaillent à l'extérieur de leurs communes. "Dieu merci, le transport a enfin repris. C'est un début de retour à la normale. Beaucoup de voyageurs ont pu se déplacer facilement à Bouira", a confié un cinquantenaire à l'APS. Dimanche, quelques bus privés de transport de voyageurs ont repris leurs services vers Bouira. M. Rezouali a saisi cette occasion pour lancer un appel à tous les transporteurs pour qu'ils reprennent leur travail en se confirmant aux règles de prévention et d'hygiène. "Le respect des mesures de prévention et d'hygiène est indispensable pour protéger les citoyens contre la Covid19", a insisté M. Rezouali.

MILA

Collecte de 1,68 million quintaux de céréales et légumes secs

Pas moins de 1,68 million quintaux de céréales et légumes secs ont été collectés dans la wilaya de Mila, au titre de l'actuelle saison de moisson-battage 2019-2020, a indiqué lundi, le directeur local de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), Ismail Louab.



Cette quantité a été collectée depuis le lancement de la saison moisson-battage à travers 14 points de stockage répartis sur les communes de Mila", a-t-il précisé à l'APS. Dans les détails, 1,64 million qx de céréales ont été collectés dont 1,35 million qx de blé dur, a fait savoir le même responsable, tandis que le reste de la quantité est

composé de pois chiches et de lentilles. Une "légère baisse" dans la collecte des céréales a été enregistrée par rapport à la dernière saison 2018-2019 a révélé la même source, qui a attribué cette baisse au déficit en pluviométrie qui a affecté le rendement. Le directeur de la CCLS de Mila a affirmé que la collecte de la production céréalière et de légumes

secs se déroule "dans de bonnes conditions", rappelant que les capacités de stockage dans la wilaya ont été renforcées par un nouveau complexe a Teleghma totalisant 500.000 qx de capacité d'emmagasinage. Il a ajouté que des silos privés ont été loués pour collecter la production dans les zones qui enregistraient "une pression" ces dernières années, ainsi que près de 500.000 quintaux ont été

transférés vers les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Constantine et Sétif.

M. Louab a souligné que les mesures prises par la CCLS ont permis d'atténuer la pression enregistrée au début de la campagne de récolte, signalant qu'une moyenne quotidienne de 105.000 qx de céréales est transférée vers les points de ramassage de la CCLS.

Brèves

OUARGLA
(CHAMBRE
AGRICOLE)

15% des affiliés se sont acquittés de leurs cotisations..

Quinze (15) pour cent seulement des adhérents à la Chambre d'Agriculture de la wilaya d'Ouargla se sont acquittés depuis le début de l'année 2020 de leurs cotisations annuelles, en raison notamment des mesures de prévention contre la Covid-19, a-t-on appris lundi du secrétaire général de cet organisme. Le paiement des cotisations avec renouvellement des cartes est resté faible, sachant que sur les 30.664 adhérents, 4.696 membres ont effectué cette démarche depuis le début de l'année en cours, a précisé Mohand Lazri. Cette situation est expliquée par les mesures préventives contre la Covid-19 (faible affluence des adhérents et travail avec effectifs réduits à la Chambre), et ce, en dépit de l'importance de l'opération (paiement des cotisations) qui leur permet de bénéficier de divers avantages pour le développement de leurs activités, a-t-il ajouté. Parmi ces avantages figure le bénéfice des programmes de soutien agricole, tels que le forage de puits, l'acquisition de pivots d'irrigation et de fertilisants, le raccordement à l'électricité, en plus de profiter des sessions de formation dans divers domaines agricoles, a ajouté le responsable. L'an dernier, 600 agriculteurs et éleveurs ont suivi des sessions de formation sur les techniques de traitement des arbres fruitiers, les voies d'utilisations des pesticides et des fertilisants, ainsi que des techniques d'élevage, a fait savoir M.Lazri. La Chambre agricole d'Ouargla recense 30.664 affiliés, dont 27.052 agriculteurs (phoeniculture, céréaliculture, cultures maraichères et arboriculture fruitière) et 3.612 éleveurs (élevage de caprins, ovins, camélidés et bovidés, cyniculture, aviculture et apiculture).

.. et 1320 artisans ont bénéficié de l'allocation de solidarité

Quelque 1.320 artisans impactés par la cessation d'activité dans le cadre des mesures de prévention prises pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) ont bénéficié de l'allocation de solidarité dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi du directeur du tourisme et de l'artisanat (DAT). Cette allocation de solidarité, d'un montant de 10.000 DA par famille, a été octroyée, en trois phases, aux artisans affectés par les mesures de prévention et de lutte contre la pandémie de la Covid-19, a affirmé à l'APS Abdallah Belaid. L'opération de recensement des artisans éligibles à l'aide financière de 30.000 DA prévue pour atténuer l'impact de la pandémie sur les acteurs des petits métiers, est en cours d'exécution, a-t-il dit. Le même responsable a fait savoir que parmi les opérateurs économiques relevant du secteur du tourisme affectés par la cessation d'activité, figurent notamment des propriétaires d'agences de voyages et d'hôtels. L'allocation de solidarité a été attribuée au profit des travailleurs activant au niveau d'une vingtaine d'agences de voyages et 11 hôtels à travers la wilaya. En application des instructions du Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, une large opération a été lancée au niveau de la direction locale du secteur pour évaluer les pertes subies par les opérateurs économiques durant et la réouverture des frontières terrestres et du trafic aérien, ce qui permettra de relancer l'activité touristique. Dans ce contexte, la tutelle a élaboré un protocole sanitaire visant à préserver et à protéger la santé de la clientèle ainsi que du personnel activant aussi bien dans les établissements d'hébergement hôtelier, que les espaces dédiés aux activités touristiques, dans le respect des conditions sanitaires et des recommandations édictées par le comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie, a-t-il rappelé.

TLEMCCEN

Sortie de sept promotions de l'école d'application du transport et de la circulation

Le général Major Hadj Laroussi Djamel, adjoint du Commandant de la 2ème région militaire, a présidé lundi à Tlemcen la cérémonie de sortie de sept promotions de l'école d'application du transport et de la circulation chahid Louadj Mohamed, dit Commandant Ferradj. Les promotions diplômées, baptisées au nom du chahid Mechernene Mohamed dit Belghachem, sont constituées de la 57ème promotion de perfectionnement, de la 25ème promotion d'application, de la 33ème promotion de qualification militaire professionnelle de deuxième degré, de la 2ème promotion de qualification militaire du 2ème degré dans la spécialité formation des formateurs, de la 66ème promotion d'aptitude militaire professionnelle du 1er degré et de la 12ème promotion de qualification militaire professionnelle 1er degré dans la spécialité de formation des formateurs et enfin de la 37ème promotion de qualification militaire professionnelle du 2ème degré. La cérémonie à laquelle ont assisté des officiers supérieurs et des membres de la famille du chahid Mechernene Mohamed a débuté par l'inspection des formations diplômées

par l'adjoint du Commandant de la 2ème RM, le Général-major Hadj Laroussi Djamel. Intervenant à l'occasion, le Commandant de l'école, le général Sebâa Boumediene, a mis en exergue l'importance des grands axes de formation et de l'acquisition des connaissances scientifiques et militaires des diplômés qui permettront d'atteindre le professionnalisme escompté. Le général Sebâa Boumediene s'est également félicité de la discipline exemplaire et de la persévérance dont ont fait preuve les stagiaires, avant de remercier les formateurs pour les efforts déployés pour la réussite de l'année académique. Après la prestation du serment par les diplômés, les majors de promotion ont reçu les grades avant que l'adjoint du Commandant de la 2ème RM ne donne son accord pour la dénomination de la promotion au nom du chahid Mechernene Mohamed dit Belghachem. Une parade militaire, exécutée par les différentes promotions, a marqué la fin de la cérémonie. La famille du chahid a été également honorée à cette occasion.

En marge de la cérémonie de sortie de promotion, le général major Hadj Laroussi Djamel a procédé au lancement des "Portes ouvertes" sur cet établissement. Il a visité ses différents ateliers et s'est intéressé aux moyens matériels et pédagogiques utilisés. Le chahid Mechernene Mohamed est né en 1908 à Beni Ouaazane (Tlemcen). Il adhéra au FLN au déclenchement de la Révolution armée pour se charger du recrutement, de l'organisation et de l'adhésion des citoyens à la cause nationale. Recherché par la gendarmerie française d'alors, il rejoignit, en 1956, les rangs de l'ALN. Promu au grade de lieutenant, il assura la gestion de la 4ème Kasma de la 3ème région de la Wilaya V historique. Le chahid participa à plusieurs opérations dont celle menée contre la caserne d'El Abdelli en 1958, faisant de nombreux morts et blessés parmi la soldatesque coloniale française. Des armes et divers équipements avaient été également récupérés par les moudjahidines. Arrêté puis atrocement torturé, le chahid Mechernene Mohamed succomba à ses blessures le 13 octobre en 1958.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
LA WILAYA DE JIJEL
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NIF : 001318019007352

Avis d'attribution provisoire n° 22/2020
De l'avis d'appel d'offres avec exigences minimales n°20/2019

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, la direction des équipements publics de la Wilaya de Jijel informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 20/2019 paru dans la presse en date du 29/12/2019 relatif au projet, Qu'après jugement des offres, le projet est attribué provisoirement comme suit :

Projet: Projet : Réalisation d'une cour de justice à Jijel

Lot n°03 : Mur de clôture et loges des gardiens.

N°	Entreprise	NIF	Montant en TTC DA	Délai de réalisation	Note Tech	Obs.
24	mezmez ahmed	198318010351534	14.744.022,65	07 mois	49,14	moins disant

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Wilaya de Jijel dans un délai de (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou dans le « BOMOP ». Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires intéressés, sont invités à se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publication de l'attribution provisoire du marché, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, et pour leur communiquer ces résultats par écrit.

Jijel, le.....

LA NATION 19/08/2020

ANEP 2025002864

République algérienne démocratique et populaire

Wilaya de Biskra
Circoscription d'Ouled-Djellal
Daira d'Ouled-Djellal
Commune Doucen
N° d'identification fiscal de la commune : 098407095074614

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales
N° : 06/2020

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune de doucen lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°:06/2020 pour l'opération suivante :

réalisation d'une cantine scolaire 200R école primaire hibazi ahmed (satha)
Les Entreprises qualifiées à la spécialité catégorie deux et plus, pourront retirer les cahiers de charge, du bureau de la commune et programmes de la commune, contre paiement de mille cinq cent (5000.00) dinars auprès du trésorier des communes Ouled-Djellal.

Les offres dûment remplies, accompagnées des documents exigés, doivent être déposées auprès du siège de la commune (bureau de Carrière) au nom de monsieur Le président de l'Assemblée populaire communale de la commune de doucen dans une enveloppe cachetée ne comportant que la mention : (à s'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 06/2020 pour l'opération suivante : **réalisation d'une cantine scolaire 200R école primaire hibazi ahmed (satha)**

Cette enveloppe contiendra trois(03) enveloppes séparées et cachetées indiquant chaque une la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre financière » selon le cas :

1-Le dossier de candidature : comme il est détaillé au cahier des charges

2-Offre technique : comme elle est détaillé au cahier des charges

3- Offre financière : comme elle est détaillé au cahier des charges

La durée de préparation des offres est fixée à (10) jours à compter de la première publication de l'appel d'offres au bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou à la presse.

La date et l'heure limite de dépôt des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis des dossiers candidatures et les offres techniques et financières correspondant au dernier jour de la délai de préparation des offres.

Le dépôt des offres sera avant dix heure (10.00). Et l'ouverture des plis des dossiers de candidatures et les offres techniques et financières se fera à dix heure et demi (10:30) du matin au même jour en séance publique au siège de la commune (salle de délibération de l'APC)

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 100 jours à compter du date du dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont cordialement invités.

Fait à : Doucen le : 2020 اوت 11

Le président de l'assemblée populaire communale

LA NATION 19/08/2020

ANEP 2016013383

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Direction des Equipements Publics
De La Wilaya D'Illizi
NOUVELLE CITE ADMINISTRATIVE - Illizi
NIS : 00013300019854

Avis D'attribution Provisoire

Vu le PV d'évaluation des offres du:12/08/2020

Et en application des articles 65 et 82 du décret présidentiel N°: 247/15 du: 16/09/2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public la direction des équipements publics de la wilaya d'Illizi. Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 24/2020 de l'attribution provisoire du projet: **Réalisation au niveau du quartier el wiam d'une école fondamentale type "B" avec logement d'astreinte a in amenas**

Lot N° 05: air de jeux

Suivant le tableau :

ETB	PROJET	NOTE TECHNIQUE / 55	MONTANT APRES CORRECTION	DELAI D'EXECUTION	OBS
Entreprise Des Travaux Bâtiment Et Grand Travaux Publics - Ououane Amina NIF: 298733010012343	Lot N° 05: air de jeux	33.00	7.217.469.00 DA	03 Mois	Moins Disant

Les soumissionnaires qui sont intéressés à voir les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont tenus, de se rapprocher de nos services, au plus tard trois (03) jours à partir de la première parution de l'attribution provisoire dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. Le soumissionnaire qui conteste le choix du service contractant peut introduire un recours dans un délai de dix (10) jours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Illizi à compter du premier jour de la publication de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, conformément à l'articles 82 du décret présidentiel N°: 247/15 du: 16/09/2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

LA NATION 19/08/2020

ANEP 2016013234

**Espace
réservé
à la pub**



CHAN-2022: le tournoi fixé du 10 juillet au 1^{er} août en Algérie



Le Championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2022, compétition réservée aux joueurs locaux, se jouera du 10 juillet au 1^{er} août en Algérie, a appris l'APS lundi auprès d'une source autorisée.

La date du déroulement de la 7^e édition du CHAN a été programmée à cette période, histoire de ne pas coïncider avec la 19^e édition des Jeux méditerranéens, qui se tiendra du 25 juin au 5 juillet 2022 à Oran, précise la même source.

Pour préparer cette importante échéance footballistique, une réunion de travail s'est tenue lundi entre le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), représentée par le Directeur général des sports (DGS), Nadir Belayat, une délégation de la Fédération algérienne de football (FAF), ainsi que les Directeurs de la jeunesse et des sports (DJS) des villes hôtes du tournoi: Alger, Oran, Annaba, et Constantine. Un appel d'offres a été lancé pour des travaux de réaménagement et de réhabilitation des différents

stades devant abriter la compétition, selon le cas de chaque enceinte, souligne la même source.

Pour rappel, le CHAN-2020, qui devait se dérouler en avril dernier au Cameroun, a été repoussé à janvier 2021, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

La CAF avait attribué en septembre 2018 à l'Algérie l'organisation du CHAN-2022, suite à la candidature déposée par la FAF au niveau de l'instance africaine en mai de la même année.

Brèves

LIGUE EUROPA
L'Inter en finale
après une
démonstration
face au Shakhtar

L'Inter Milan, grâce à son duo offensif Lautaro-Lukaku en feu, s'est fait plaisir face au Shakhtar Donetsk lundi en demi-finale de la Ligue Europa (5-0) pour décrocher sa première finale européenne depuis dix ans, où le club italien défiera les spécialistes de la C3 du FC Séville. Paradoxalement déposés du ballon une bonne partie du match par des Ukrainiens joueurs mais inoffensifs, les Milanais se sont montrés redoutablement efficaces devant le but, avec à la clé des doublés pour Lautaro Martinez (19e et 74e) et Lukaku (78e et 84e) et une tête sur corner de D'Ambrosio (64e), dans le stade sans public de Düsseldorf. Le FC Séville, avec ses cinq Ligues Europa gagnées en autant de finales depuis 2006, pourra compter en finale, vendredi à Cologne, sur la force de l'habitude. Mais l'Inter pourra à coup sûr s'appuyer sur l'état d'esprit impeccable et la confiance retrouvée affichés en Allemagne pour espérer enfin déposséder son armoire à trophées, où la Ligue des champions de 2010 ne masque pas les récentes années blanches (depuis une Coupe d'Italie en 2011).

R.S

ESPAGNE

David Silva
(Manchester City)
signe à la Real
Sociedad

L'attaquant espagnol David Silva, arrivé en fin de contrat avec Manchester City, vient de signer deux ans en faveur de la Real Sociedad, a annoncé le club basque lundi soir sur son site internet. "La Real Sociedad est parvenue à un accord avec David Silva pour les deux prochaines saisons, jusqu'au 30 juin 2022", écrit le club. Le joueur était pourtant annoncé à la Lazio par certains médias italiens selon lesquels sa visite médicale à Rome était déjà prévue. Agé de 34 ans, David Silva vient de passer dix ans sous les couleurs de Manchester City, éliminé samedi par Lyon en quart de finale de la Ligue des champions. La C1 est le seul titre qui manque à son palmarès. L'international espagnol (125 sélections), né aux Canaries, champion du monde en 2010 et champion d'Europe en 2008 et 2012, a remporté 4 titres de champion d'Angleterre, 2 FA Cup, 5 League Cup et 3 Community Shield avec Manchester City. Formé à Valencia, d'où il est parti pour Manchester en 2010, David Silva a également porté les couleurs d'Eibar et du Celta Vigo.

R.S

FOOT/
MANCHESTER
CITY

David Silva
aura sa statue

Le milieu offensif espagnol David Silva en fin de contrat avec Manchester City, où il a passé dix ans, sera honoré par une statue à l'extérieur de l'Etihad Stadium, a annoncé le club de Premier League lundi. Le joueur de 34 ans qui a passé 10 ans à City, a été informé de cette décision par le président du club manucien, Khaldoon Al Mubarak, lors d'une conversation privée, qui faisait suite au dernier match de Premier League contre Norwich (5-0), fin juillet. Comme Vincent Kompany va bénéficier de la même gratification, les deux sculptures seront révélées en 2021. David Silva, qui disputé 436 matches sous le maillot des Citizens, a remporté quatre titres de champion, deux Cups, cinq League Cups et trois Community Shields.

F C BARCELONE

L'entraîneur Quique
Setien limogé

L'entraîneur du FC Barcelone Quique Setien a été limogé de son poste, trois jours après la terrible défaite (8-2) contre le Bayern Munich en quart de finale de Ligue des champions, a annoncé le club catalan lundi. "Réuni lundi, le comité de direction du FC Barcelone a annoncé que Quique Setien n'est plus l'entraîneur de l'équipe première de football", a annoncé le Barça dans un communiqué.

Il s'agit de la première décision prise concernant la large restructuration de l'équipe première du Barça, qui se fera en accord avec l'actuelle direction technique et le nouvel entraîneur, qui sera dévoilé dans les prochains jours", a précisé le club catalan, qui prévoit des "changements profonds". Arrivé sur le banc du Barça le 13 janvier dernier en remplacement d'Ernesto Valverde, Quique Setien (61 ans) n'aura été aux commandes de la formation blaugrana que pendant 25 matches, lors d'une saison tronquée par la pandémie de coronavirus, pour un bilan mitigé de 16 victoires, quatre nuls et cinq défaites. Le limogeage du technicien était annoncé par la presse spécialisée espagnole depuis vendredi, après la déroute historique contre le Bayern Munich.

Les sept mois de Setien sur le banc catalan ont débouché sur une des pires séries du Barça: aucun titre



remporté (pour la première fois depuis 2007) et une des plus graves crises dans l'histoire du club. Dans ce même communiqué, le comité directeur du FC Barcelone, réuni depuis lundi matin, a annoncé que les élections pour la

présidence du club, prévues au printemps 2021, seront avancées à la mi-mars 2021. "Le comité de direction, qui assume sa responsabilité concernant la situation sportive que traverse le club, a décidé d'avancer la date des

prochaines élections à la présidence. Elles se dérouleront le jour du premier match après le 15 mars 2021, et la convocation formelle se fera à la fin du mois de janvier 2021", précise le communiqué.

R.S

ITALIE

600 millions d'euros pour la vente
de l'AS Rome à l'Américain Dan Friedkin

La vente de l'AS Rome à l'homme d'affaires américain Dan Friedkin a été actée pour près de 600 millions d'euros, a annoncé lundi le club italien de Serie A dans un communiqué. "Nous sommes ravis de nous unir à la famille de l'AS Rome", écrit le nouveau patron, qui devient le président du club, en lieu et place de l'ancien propriétaire, l'Américain James Pallotta. Son fils Ryan Friedkin siègera également dans le nouveau comité exécutif, tout comme Guido Fienga, qui conserve son poste de Directeur général. Le groupe Friedkin a ajouté dans son communiqué avoir pris environ 86% du capital social du club. Il lancera en outre "une offre publique d'achat obligatoire sur les actions ordinaires restants, représentant environ 13,4% du capital". Ce changement de main, qui ravive quelques espoirs chez les supporters frustrés, après de longues années sans titres, avait donné lieu à un accord début août. Le club giallorosso avait évalué l'opération "autour de 591 millions d'euros". La Roma était depuis

2012 présidée par James Pallotta. Depuis 2014, l'homme d'affaires était propriétaire du club à 100%. Basé à Boston et présent très épisodiquement à Rome, il était très impopulaire auprès des tifosi du club. Le nouveau propriétaire, Dan Friedkin, assure pour sa part que qu'il sera "très présent à Rome" pour suivre les dossiers concernant "une équipe qui représente une partie vitale de l'âme" de la capitale italienne. Agé de 54 ans, il est basé à Houston, au Texas et est à la tête d'une holding regroupant une douzaine d'entreprises et il est actif notamment dans la vente d'automobiles, l'hôtellerie et les loisirs. Selon Forbes, sa fortune est estimée à un peu plus de quatre milliards de dollars (ndlr, environ 3,6 milliards d'euros). Après avoir fini 5e du championnat italien cette saison, l'AS Rome devra de nouveau se contenter la saison prochaine de la Ligue Europa, compétition dont elle a été éliminée en 8e finale début août par le FC Séville qui vient de composer son billet pour la finale.

R.S

FRANCE

Le match
d'ouverture
du championnat
reporté

Le match d'ouverture du championnat de France entre Marseille et Saint-Etienne prévu vendredi a été reporté à mi-septembre après l'annonce par l'OM de plusieurs cas de contamination au Covid-19 dans son effectif, a confirmé mardi la Ligue de football professionnel. La rencontre au Vélodrome se jouera le mercredi 16 ou le jeudi 17 septembre "sous réserve de l'évolution des conditions sanitaires au sein du club de l'Olympique de Marseille", indique la LFP dans un communiqué.

R.S

FOOT/ CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE (BAYERN MUNICH)

Accusé de racisme, l'entraîneur de jeunes limogé

Le contrat de l'un des entraîneurs de jeunes du Bayern Munich (Div.1 allemande de football), a été résilié "à l'amiable" pour avoir été accusé de propos racistes, dans une affaire qui a déjà valu l'ouverture d'une enquête policière, a indiqué lundi soir le club bavarois dans un communiqué. "Il s'agit du premier résultat d'une enquête interne actuellement en cours dans le centre de formation des jeunes du Bayern", a souligné le club, suggérant ainsi que d'autres mesures pourraient être prises à l'avenir. Le président du Bayern Munich Karl-Heinz

Rummenigge s'était dit il y a quelques jours "furieux" après avoir découvert cette affaire, révélée par la chaîne de télévision publique allemande ARD. La chaîne a fait état de propos à connotation raciste tenus en ligne par un entraîneur d'une des sections de jeunes, et de plaintes notamment de parents des jeunes. L'intéressé a d'abord assuré que ces extraits étaient des faux, avant d'admettre qu'il était bien l'auteur des messages mis en cause, selon les médias allemands. L'homme a été entraîneur des jeunes depuis 2003 et était depuis 2016 directeur sportif

des équipes allant des catégories U9 à U15, des enfants et des adolescents, écrit l'hebdomadaire Der Spiegel, selon qui il a tenu des propos discriminatoires à leur rencontre en matière "de couleur de peau, de nationalité, de religion" et contre l'homosexualité en général. Ces propos "ne correspondent absolument pas avec les valeurs que le club défend", a fulminé la semaine dernière le patron du Bayern Karl-Heinz Rummenigge après l'ouverture d'une enquête de la police munichoise.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (JS KABYLIE)

La reprise fixée au samedi 29 août

La JS Kabylie reprendra du service le samedi 29 août avec le début du stage préparatoire en vue de la saison 2020-2021, a annoncé lundi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football sur sa page officielle Facebook.



La décision a été prise lors d'une réunion de travail, tenue au siège du club, ayant regroupé l'ensemble des staffs. "L'ordre du jour a porté sur plusieurs points liés à la vie du club, notamment la préparation de la saison 2020-2021", précise la même source. La formation kabyle a terminé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), à la 4e place au classement avec 36 points, à quatre longueurs du CR Belouizdad, désigné à titre exceptionnel champion d'Algérie. "Un débat fructueux et sincère a été ouvert et chacun a eu l'occasion d'exprimer son point de vue sur

les sujets abordés : organisation, les effectifs seniors et jeunes, les équipements, la désinfection de la résidence, la boutique, le cercle du club, et la communication. A l'issue de cette rencontre, plusieurs décisions ont été prises, entre autres, une prise de contact avec les joueurs fixée au 27 août et le début du stage le 29 du même mois", souligne le communiqué. Par ailleurs, la JSK a annoncé l'engagement du jeune défenseur Kerroum Ahmed (20 ans), en provenance de l'ASM Oran (Ligue 2), pour un contrat de trois saisons. Qualifié d'"une véritable perle et un des es-

poirs du football national", Kerroum, passé par les différentes sélections jeunes, rejoint les nouvelles recrues de la JSK, à l'image de Mehdi Ferrahi (RC Kouba), Lyes Fayçal Haddouché (CRB Dar El-Beïda), et Juba Aguié (ES Ben Aknoun). En recrutant des joueurs de différents paliers, la JSK semble être le club le plus actif sur le marché des transferts par rapport aux autres pensionnaires de l'élite. La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre, alors que la date du coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été arrêtée.

R.S

FOOTBALL / SERIE A ITALIENNE - TRANSFERT

L'Algérien Nabil Bentaleb intéresserait Hellas Vérone

Le milieu de terrain international algérien de Schalke 04, Nabil Bentaleb, intéresserait le club italien d'Hellas Vérone, dans la perspective d'un recrutement pendant ce mercato estival, selon La Gazzetta Dello Sport. "Les responsables italiens ont pris attache dernièrement avec leurs homologues allemands, pour se renseigner sur la

situation de Nabil Bentaleb et étudier ainsi la possibilité de le faire venir à Vérone sous forme d'un prêt" a encore précisé le média italien. L'ancien milieu offensif de Tottenham (25 ans) vient tout juste de réintégrer les rangs de Schalke, après avoir honoré un prêt de six mois chez les Anglais de Newcastle United. Néan-

moins, et bien qu'il ait eu un assez bon rendement personnel avec les "Magpies", l'international algérien n'est pas encore sûr de rester à Schalke car son entraîneur, David Wagner, ne le considère pas comme un titulaire indiscutable dans sa composition. Une situation qui permet à Hellas Vérone d'espérer pouvoir bénéficier de ses ser-

VICES, ne serait-ce que sous forme d'un prêt, dont les différentes modalités restent cependant à déterminer. Un départ contre lequel l'international algérien (35 sélections / 5 buts) ne serait pas contre, car désireux d'avoir du temps de jeu. Ce que Schalke ne semble pas capable de lui offrir.

R.S

Brèves

RUGBY/ COUPES DU MONDE 2027 - 2031

L'Afrique du Sud retire sa candidature

La fédération sud-africaine de rugby, privée du soutien de son gouvernement, a retiré sa candidature de l'organisation des deux prochaines Coupes du monde 2027 et 2031, rapportent hier les médias locaux. Faute de soutien du gouvernement, qui n'a pas actuellement les moyens financiers d'assurer l'équivalent de deux milliards de rands (96 millions d'euros, ndlr), soit la garantie financière demandée par World Rugby, la fédération sud-africaine de rugby a décidé de se retirer sa candidature pour accueillir les prochaines Coupes du monde prévues en 2027 et 2031. La crise de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19) "touche durement l'économie sud-africaine et le titre de champion du monde obtenu par les Springboks en 2019 au Japon n'est pas nature à motiver les investisseurs", précise la même source. Pour rappel, l'Afrique du Sud, candidate pour accueillir l'édition 2023, avait été battue par la France lors du vote effectué à Londres, alors même qu'elle était la favorite désignée par le président de World Rugby, l'Anglais Bill Beaumont. Ce retrait arrange les affaires de l'Australie qui s'est portée candidate pour organiser l'édition 2027. Quant à la fédération nord-américaine, en situation de banqueroute depuis avril, il est encore trop tôt pour savoir si elle a les moyens de présenter, comme elle le souhaite, une candidature assez solide pour 2031.

R.S

CAF

Symposium sur la Gouvernance du football

La Confédération africaine de football (CAF), organisera en décembre prochain, un Symposium sur la Gouvernance du football en Afrique auquel sont conviées toutes les associations nationales affiliées, a annoncé la fédération algérienne (FAF) hier sur son site officiel. Dans le cadre de la préparation de cet événement, un pré-séminaire au cours duquel seront lancés les principaux thèmes qui seront développés durant le Symposium se tiendra en visioconférence au mois d'octobre 2020, précise la même source, soulignant que "la date sera communiquée incessamment". A l'effet de confirmer la participation de chaque association nationale, ces dernières sont appelées à designer et communiquer, le lundi 31 août 2020 au plus tard, les coordonnées de la personne qui sera, à long terme, chargée des questions au sein de chaque fédération.

R.S

WTA

Osaka est la sportive la mieux payée au monde

La Japonaise Naomi Osaka, 10e au classement WTA, est la sportive la mieux payée du monde entre le 1er juin 2019 et le 1er juin 2020, selon le classement du magazine Forbes, spécialisée dans les fortunes. La joueuse japonaise détrône Serena Williams, qui était la sportive la mieux payée du monde les quatre années précédentes. Si Naomi Osaka a peu brillé sur les courts durant la période juin 2019- juin 2020 (une victoire finale à Tokyo et Pékin, cinq matchs gagnés en Grand Chelem), elle a, en revanche, gagné beaucoup d'argent (dix fois plus !) avec ses divers contrats publicitaires (Nike, Nissan, Yonex). La Japonaise devance d'un peu plus d'un million d'euros Serena Williams, neuvième joueuse mondiale qui a, quant à elle, remporté huit fois plus d'argent grâce à ses contrats que ses résultats. Loin derrière, Ashleigh Barty, la N°1 mondiale est dans une situation totalement différente, avec plus de trois fois plus d'argent remporté sur le court (notamment le Masters de Shenzhen, très richement doté) qu'en dehors. Idem pour Simona Halep (gagnante de Wimbledon 2019) et Bianca Andreescu (gagnante de l'US Open 2019), qui suivent le trio au classement. Avec 4,5 à 5,5 millions d'euros gagnés sur l'année écoulée, Garbine Muguruza, Elina Svitolina, Sofia Kenin et Angelique Kerber sont les autres membres du Top 9 de ce classement. En dixième position, on retrouve la seule sportive à ne pas jouer au tennis : Alex Morgan, la footballeuse américaine de 31 ans qui évolue à Orlando et qui a donné naissance à son premier enfant en mai dernier. Elle a touché 336 000 euros de salaires et primes sur la dernière année, et 3,5 millions grâce à ses sponsors, notamment Nike, qui a accepté de la payer pendant son congé maternité (ce qui n'était pas garanti). L'année prochaine, le classement pourrait connaître de grosses évolutions, car les tennismen ont été privés de tournois en juin et juillet (notamment Wimbledon) et ne disputent pas la très lucrative tournée asiatique cet au-

tomme. Du côté du football, Alex Morgan pourrait laisser sa place à la Ballon d'Or 2018 Ada Hegerberg, qui a signé un gros contrat avec Nike (un million d'euros par an).

LE TOP 10 DES SPORTIVES LES MIEUX PAYÉES DU MONDE

- 1- Naomi Osaka (JAP/tennis/31,4 millions d'euros de revenus en 2020)
- 2- Serena Williams (USA/tennis/30,24 millions)
- 3- Ashleigh Barty (AUS/tennis/11 millions)
- 4- Simona Halep (ROU/tennis/9,2 millions)
- 5- Bianca Andreescu (CAN/tennis/7,5 millions)
- 6- Garbine Muguruza (ESP/tennis/5,5 millions)
- 7- Elina Svitolina (UKR/tennis/5,4 millions)
- 8- Sofia Kenin (USA/tennis/4,9 millions)
- 9- Angelique Kerber (ALL/tennis/4,5 millions)
- 10- Alex Morgan (USA/football/3,9 millions).

R.S

Brèves

BÉLARUS

L'OSCE propose une médiation à Loukachenko

La présidence de l'Organisation pour la Sécurité et le Coopération en Europe (OSCE) a proposé lundi une médiation au gouvernement du Bélarus afin d'instaurer un "dialogue ouvert et constructif", selon un communiqué. "Une offre officielle de visite du président en exil de l'OSCE, le Premier ministre de l'Albanie, Edi Rama (...) a été soumise au gouvernement afin de le rencontrer, lui et les représentants de l'opposition", a indiqué l'organisation, basée à Vienne, en Autriche, sur son site internet. "Nous réitérons nos préoccupations concernant le déroulement de l'élection présidentielle du 9 août 2020, qui n'a pas pu être observée par l'OSCE, ainsi que concernant l'usage disproportionné de la force à l'encontre des manifestants pacifiques, les détentions généralisées et les allégations de torture par les forces de sécurité", a ajouté l'OSCE.

Au moins 5.000 personnes ont manifesté dans la soirée à Minsk, la capitale, au cris de "Va-t'en !" adressés au chef de l'Etat, Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994 et réélu pour un sixième mandat avec 80% des votes lors d'une élection présidentielle très contestée le 9 août dernier.

L'opposition réclame que le pouvoir soit transféré à sa cheffe de file Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée en Lituanie. Elle s'est dite lundi prête à "assumer ses responsabilités".

Les observateurs de l'OSCE n'étaient pas présents le jour de l'élection présidentielle au Bélarus, une première depuis 2001, faute d'avoir été invités à temps.

GUATEMALA

Un groupe armé attaque un village indigène

Un groupe armé a attaqué dans le centre du Guatemala un village indigène regroupant une quarantaine de familles, dont les maisons ont été incendiées par les assaillants, a-t-on indiqué de source judiciaire et policière et auprès d'organisations humanitaires.

Plusieurs personnes lourdement armées ont attaqué tôt dimanche matin le village de Balbatzul, habité par des indigènes de l'ethnie maya "q'echi's", dans la région de Cubilguitz (120 km au nord de la capitale), selon le parquet et la police.

Alertés par plusieurs appels téléphoniques, des policiers ont été dépêchés sur place, qui ont constaté qu'une quarantaine de familles ont été victimes de l'attaque, a indiqué le porte-parole de la police nationale, M. Jorge Aguilar.

Le groupe armé a incendié les maisons des villageois après les avoir évacués par la force, a dénoncé Daniel Pascual, un dirigeant du Comité d'union paysanne (CUC).

Une enquête a été ouverte par le parquet du district de Alta Verapaz, a annoncé le président guatémaltèque Alejandro Giammattei.

"La violence entre frères (guatémaltèques) n'est pas acceptable. (...) Une action coordonnée de plusieurs institutions a été entreprise pour garantir la sécurité et la vie des villageois", a déclaré le chef de l'Etat sur son compte Twitter.

Le Défenseur des droits du Guatemala, M. Jordan Rodas, a exigé des autorités que l'enquête identifie rapidement les auteurs matériels et intellectuels de l'incendie de maisons et d'autres biens des 40 familles "q'echi's" installées sur l'exploitation agricole de Cubilguitz, Coban, (dans le district d'Alta Verapaz".

MAURITANIE

L'ex-président Aziz interrogé par la police



L'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a été entendu lundi par la police pour répondre à de "fortes présomptions de mauvaise gouvernance et de détournements de biens publics", a-t-on appris de source sécuritaire. "La police s'est rendue au domicile de l'ex-président Ould Abdel

Aziz pour l'appeler à répondre aux enquêteurs, mais il n'a pas voulu l'accompagner, promettant de le rejoindre, ce qu'il a fait quelques temps après", a déclaré cette source s'exprimant sous le couvert de l'anonymat. L'ex-président mauritanien fait l'objet de "fortes présomptions de mauvaises gouvernance et de dé-

tournement de biens publics", a ajouté cette source. Il n'était pas possible de savoir en début de soirée si l'audition de M. Aziz, qui selon cette source a débuté dans l'après-midi au siège de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), se poursuivait. Le président Aziz avait pris le pouvoir en Mauritanie par un

coup d'Etat militaire en 2008, puis remporté la présidentielle en 2009, suivie d'une autre en 2014. L'actuel président, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui lui a succédé en août 2019, fut son chef de cabinet et ministre de la Défense. M. Aziz a depuis lors été marginalisé par le nouveau pouvoir.

USA

Des procureurs étudient un recours pour sauver le vote par correspondance

Les procureurs généraux de plusieurs Etats des Etats-Unis envisagent une action en justice "pour préserver le service postal et le droit des Américains à voter par correspondance", attaqué par Donald Trump qui craint que cela ne favorise son adversaire démocrate. Ces responsables examinent "toutes les possibilités légales", estimant que "le président prive les électeurs de leurs droits", selon un communiqué de la procureure générale de New York, Letitia James.

Elle a expliqué mener cette action avec "plusieurs autres procureurs généraux du pays".

Le vote par correspondance doit être largement déployé aux Etats-

Unis pour l'élection présidentielle du 3 novembre, via la poste américaine, l'USPS.

Donald Trump s'y oppose depuis des mois, criant au risque de fraude. Mais ses opposants l'accusent de vouloir en réalité empêcher un mode de vote qui pourrait être favorable à son adversaire démocrate, Joe Biden.

"Les actions du président Trump pour gêner le fonctionnement (du service public postal) avant l'élection présidentielle sont profondément inquiétantes.

Il s'agit d'une tentative autoritaire de prendre le pouvoir pour le conserver, purement et simplement", selon Letitia James.

VENEZUELA

L'Assemblée constituante cessera son activité en décembre

L'Assemblée constituante du Venezuela cessera son activité en décembre prochain après les élections législatives, a annoncé lundi le président Nicolas Maduro lors d'une visioconférence.

Elue en 2017 et composée uniquement de partisans du pouvoir chaviste dirigé par M. Maduro, l'Assemblée constituante s'est arrogé de facto les prérogatives du Parlement unicaméral, la seule institution vénézuélienne contrôlée par l'opposition.

"L'Assemblée nationale constituante va fonctionner jusqu'à décembre. Elle en a décidé ainsi", a déclaré M. Maduro lors d'une visioconférence du parti au pouvoir, le PSUV.

Depuis son élection en juillet 2017 au milieu de manifestations massives de protestation qui avaient fait plus de 100 morts, l'Assemblée constituante a fonctionné par décrets-lois d'application immédiate.

Elle est considérée comme illégale par les adversaires du pouvoir chaviste et n'est pas reconnue par les Etats-Unis ni par plusieurs pays d'Amérique Latine.

L'Assemblée constituante était censée élaborer une nouvelle Constitution mais les autorités n'ont rien annoncé à ce sujet.

Le pouvoir a convoqué pour le 6 décembre des élections législatives que les principaux partis de l'opposition ont décidé de boycotter.

COLOMBIE

L'ONU dénonce une spirale de la violence, 33 massacres en 2020

Les Nations Unies ont répertorié 33 massacres en 2020 en Colombie et condamné "énergiquement" la spirale de violence à l'oeuvre dans le pays. Ces tueries ont eu lieu dans des territoires en proie aux groupes armés, où dominent l'économie souterraine, la pauvreté et "une présence de l'Etat limitée". Elles ont également de "graves conséquences humanitaires", selon l'ONU. Cette dernière répertorie comme "massacre"

tout assassinat d'au moins trois personnes perpétré au même moment par le même auteur ou groupe d'auteurs. Le dernier massacre en date remonte à samedi : au moins sept hommes et une femme, âgés de moins de 30 ans, ont été assassinés par des hommes armés qui ont fait irruption dans une ferme où était célébré un anniversaire, dans la commune de Samaniego, Nariño (sud-ouest), a indiqué la police.

Il y a moins d'une semaine, les autorités ont également découvert les cadavres de cinq adolescents noirs, âgés de 14 à 16 ans, dans un champ de canne à sucre dans les environs de la ville de Cali.

Des groupes de délinquants seraient responsables de 78% de ces meurtres. La grande majorité (80%) est par ailleurs localisée dans des départements où se trouvent "des enclaves de production illégale de coca", selon l'ONU.

MANIFESTATIONS AU SOUDAN

Le gouverneur de Khartoum regrette l'emploi "excessif" de la force

Le gouverneur de l'Etat de Khartoum, Ayman Khaled, a exprimé ses regrets quant à l'emploi "excessif" de la force lors des manifestations organisées lundi dans la capitale soudanaise, ont rapporté des médias locaux.



Dans un communiqué repris par l'agence de presse soudanaise (Suna), le gouverneur de Khartoum, Ayman Khaled, a exprimé ses "regrets" au sujet des incidents qui se sont produits lors de manifestations lundi dans la capitale soudanaise et qui ont conduit à des affrontements entre les manifestants et la police. Partant de ses engagements qu'il a mentionnés dans une déclaration précédente portant protection des convois de manifestants, le responsable de l'Etat de Khartoum a dit avoir rencontré lundi soir le procureur général, Maulana Taj Al-Sir Al-Habr, et un certain nombre de

procureurs supervisant les forces de police chargées de sécuriser les manifestations, et ils lui ont donné des éclaircissements sur les incidents". Il a ajouté: "D'après ce qu'ils ont dit, le gaz lacrymogène a été tiré sur la base de leur appréciation de la situation, mais malgré leurs justifications fournies, je vois que la force utilisée était excessive et contredit l'approche de l'ère de la liberté, de la paix et de la justice". "Je continuerai d'enquêter sur toutes les violations qui se sont produites, et nous les traiterons sérieusement et de manière résolue", a-t-il poursuivi. L'Etat de Khartoum a été témoin

d'affrontements entre les forces de sécurité et des manifestants qui ont tenté de prendre d'assaut le Conseil des ministres, au cours desquels les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes qui ont fait des blessés parmi les manifestants et les forces de police. De son côté, le ministère soudanais de l'Intérieur a confirmé que "cette décision de lancer du gaz lacrymogène était venue selon les estimations de la situation et justifiée par une tentative d'un groupe de manifestants de prendre d'assaut le Conseil des ministres". Des milliers de Soudanais ont manifesté lundi à Khartoum sous le

slogan de "corriger le cours de la révolution", à l'occasion du premier anniversaire de la signature du document constitutionnel. Le gouverneur a indiqué que les différents organes gouvernementaux avaient rendu une décision pour la libération de tous les détenus. Il a souligné que "la Révolution avait réussi à mettre fin pacifiquement à l'ère de la tyrannie et de l'oppression, et qu'elle procède avec force pour compléter ses demandes, qui trouveront le soutien et la facilitation de tous les secteurs du gouvernement de l'Etat de Khartoum".

R.I

Brèves

MALI

Coup d'Etat militaire et arrestation du Président Boubacar Keita

L'agence nationale officielle du Mali a confirmé tard dans la journée de mardi, l'arrestation du Président Boubacar Keita ainsi que du Premier Ministre Boubou Cissé. Quelques heures avant, un des chefs de la mutinerie a déclaré à l'AFP ces arrestations en affirmant qu'il ne s'agit pas "d'un coup d'Etat militaire mais plutôt d'une révolte populaire". Plutôt dans la journée, des soldats ont tiré des coups de feu en l'air mardi dans le grand camp militaire de la ville-garnison de Kati, proche de Bamako, rapportent mardi des médias maliens. Il n'y a en effet, pour le moment, aucune raison officielle. L'armée malienne n'a pas fait de déclaration. Mais dans le camp "Soundiata Keita" de Kati, d'où est partie en 2012 une mutinerie, un témoin a rapporté que "les militaires manifestent pour exprimer leur colère". "Les soldats mécontents ont saccagé les magasins d'armes pour manifester leur mécontentement à la hiérarchie militaire", réclament leur prime, rapporte le site Malijet, citant des témoins. Il est encore prématuré d'évoquer "un mouvement de colère très structuré dans l'armée". Officiellement, il n'y a pas de réaction des autorités pour le moment. "Nous allons communiquer dans la journée", a déclaré une source officielle. Le camp de la ville garnison de Kati serait en mouvement. Plusieurs personnalités seraient aux arrêts et la cité administrative ainsi que plusieurs autres lieux de travail sont fermés, selon le site Malijet. De leur côté, les représentants diplomatiques recommandent à leurs ressortissants de rester à la maison. La section sécurité de la Minusma a quant à elle diffusé un message recommandant au personnel des Nations unies "d'éviter la zone de Kati et tous mouvements routiers non nécessaires à Bamako jusqu'à nouvel ordre".

APS

OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX Le Nigeria déterminé à poursuivre sa participation

Le Nigeria est déterminé à fournir des troupes et des ressources à différentes missions à travers le monde dans le cadre de sa participation aux opérations mondiales de maintien de la paix, ont affirmé les autorités militaires nigérianes citées mardi par des médias. "Les forces armées nigérianes sont toujours prêtes à participer aux opérations de maintien de la paix dans la sous-région, sur le continent et même dans le monde, dans le cadre de notre contribution à la paix et à la sécurité mondiales", a déclaré le chef de la défense nigériane Gabriel Olonisakin au siège de la défense à Abuja. Selon M. Olonisakin, il est devenu "évident que, dans un passé récent, la contribution du pays aux opérations mondiales de maintien de la paix avait considérablement diminué pour certaines raisons. "Pour ainsi dire, le Nigeria a été l'un des plus importants contributeurs aux opérations de maintien de la paix dans le monde", a-t-il noté, ajoutant que des efforts sont en cours pour accroître la contribution du pays aux opérations de maintien de la paix et "collaborer efficacement avec les partenaires de développement du monde entier".

R.I

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE Onze détenus tués lors d'une évasion de prison

Onze détenus ont été tués en Papouasie-Nouvelle-Guinée lors d'une évasion de prison et 36 autres sont toujours en fuite, ont indiqué mardi les autorités pénitentiaires. Les détenus se sont échappés vendredi de la prison de Buimo, située à Lae, la deuxième plus grande ville du pays, par une porte en profitant du transfert d'un prisonnier malade. Le groupe s'en est pris à un policier en l'attaquant avec un couteau avant de prendre la fuite. Le commissaire en charge de l'administration pénitentiaire, Stephen Pokanis, a indiqué que onze prisonniers avaient été abattus par les gardiens et la police alors qu'ils tentaient d'appréhender les membres de ce groupe. "Il y a 47 prisonniers (implicites), onze morts se trouvent à la morgue de Lae et 36 sont toujours en fuite", a-t-il déclaré. Il s'agit de la quatrième évasion importante depuis le début de l'année en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pays d'Océanie.

R.I

Accord de sécurité entre le gouvernement et le MPLS

Le gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS)/secteur nord dirigé par Malik Agar, a signé un accord de sécurité sur les régions du Kordofan du Sud et du Nil bleu, a annoncé le Conseil souverain du Soudan. "L'accord a été signé à Juba, la capitale du Soudan du Sud (médiateur)", a déclaré le Conseil souverain dans un communiqué. Le texte stipule l'établissement d'un

mécanisme visant à réformer l'institution militaire et sécuritaire afin de créer une armée professionnelle "non politisée". Les deux parties sont également convenues d'intégrer les éléments du MPLS/secteur nord dans les institutions militaires et sécuritaires d'ici six à douze mois, indique le communiqué. Le MPLS/secteur nord a affronté les forces gouvernementales dans les régions du Kordofan du Sud et du Nil bleu depuis 2011. Le

mouvement s'est scindé ensuite en deux factions. Plus tôt lundi, l'équipe de médiation du Soudan du Sud a espéré que le gouvernement soudanais et les groupes armés signent un accord de paix global le 28 août. Des pourparlers de paix entre le gouvernement soudanais et les groupes armés des régions du Darfour, de Kordofan du Sud et du Nil Bleu ont été organisés à Juba, capitale du Soudan du Sud, depuis octobre 2019.

AFGHANISTAN

Attaques à la roquette à Kaboul, 10 blessés

Des attaques à la roquette ont visé hier plusieurs quartiers de la capitale afghane, Kaboul, faisant 10 blessés, a indiqué le ministère afghan de l'Intérieur. Les obus, tirés depuis deux véhicules, ont frappé des maisons dans plusieurs quartiers de Kaboul, faisant dix blessés, dont quatre enfants, a déclaré Tareq Ariani, un porte-parole de ce ministère. Les frappes ont eu lieu après une cérémonie au palais présidentiel à laquelle participait le chef d'Etat Ashraf Ghani à l'occasion de la célébration du 101^e anniversaire de l'indépendance de l'Afghanistan. Selon des témoins, plusieurs roquettes sont tombées près du palais et du ministère de la Défense dans une zone, ultra-protégée, qui abrite aussi de nombreuses ambassades. La cérémonie d'investiture de M. Ghani le 10 mars avait été interrompue par des tirs de roquettes près du palais. Aucune blessure sérieuse ou victime n'avait alors été décomptée, rappelle-t-on.

R.I

GHAZA

L'unique centrale électrique à l'arrêt

L'unique centrale électrique de Gaza a cessé de fonctionner hier alors que les autorités d'occupation israéliennes continuent d'empêcher l'entrée de carburant industriel dans le territoire depuis mercredi dernier, affectant près de deux millions d'habitants privés d'électricité, ont rapporté des médias palestiniens. Dimanche, la compagnie d'électricité à Gaza a averti que l'unique centrale électrique de l'enclave palestinienne sera à court de carburant industriel dès lundi soir et devra donc fermer hier. Zafer Melhem, chef de l'Autorité palestinienne de l'énergie et des ressources naturelles, a souligné que "la fermeture de la station affectera négativement tous les aspects de la vie dans la bande de Gaza, affirmant qu'Israël est res-

ponsable de toutes les "conséquences désastreuses". Les forces d'occupation israéliennes ferment régulièrement les points de passage commerciaux empêchant notamment l'acheminement de carburant industriel vers Gaza, privant près de deux millions d'habitants d'électricité. En outre, l'armée israélienne a procédé à la fermeture de la zone maritime de la bande de Gaza, empêchant ainsi les pêcheurs palestiniens de sortir en mer. Tôt lundi, l'artillerie d'occupation israélienne a frappé deux positions au nord et au sud de la bande de Gaza sous blocus israélien depuis 2006. Dimanche soir, des soldats israéliens ont lancé des balles réelles, balles recouvertes de caoutchouc et des bombes du gaz lacrymogène sur un groupe de jeunes palestiniens

au nord de la bande de Gaza, blessant à la poitrine un jeune par une bombe de gaz. La bande de Gaza a été déjà la cible d'une série d'agressions militaires israéliennes en (2008, 2012, 2014) et malgré une trêve l'an dernier favorisée par l'ONU, l'Egypte et le Qatar, l'occupation mène sporadiquement des tirs sur le territoire palestinien. Une délégation sécuritaire égyptienne a effectué une visite dans la bande de Gaza pour s'entretenir avec le mouvement de résistance palestinien Hamas, puis une autre réunion avec les factions palestiniennes. C'est la première fois, depuis le début de 2020, qu'une délégation sécuritaire égyptienne se rend dans la Bande de Gaza, après une interruption de plusieurs mois.

R.I

LE CONFLIT UKRAINIEN, AUBAINE POUR LE PRÉSIDENT LOUKACHENKO

Minsk se rebiffe contre le grand frère russe

Depuis le changement de pouvoir en Ukraine, la Biélorussie tente d'échapper à la montée des tensions entre la Russie et l'Union européenne. En jouant les bons offices, Minsk espère diversifier ses échanges et affirmer son indépendance vis-à-vis de Moscou. Mais, soucieux de préserver son pouvoir et son partenariat stratégique, le président Loukachenko connaît bien les lignes rouges à ne pas franchir.



Par Loulia Shukan

À u printemps 2014, l'annexion de la Crimée par la Russie et son ingérence militaire dans l'Est ukrainien ont jeté un froid sur les étroites relations bilatérales que la Biélorussie entretient avec son voisin russe. « En démontrant la capacité de Moscou à s'imposer par la force, les événements ukrainiens ont fait voler en éclats le mythe soviétique des peuples frères russe, ukrainien et biélorusse », analyse Alexandre Alesin, journaliste spécialiste des questions de défense. Depuis, le président biélorusse Alexandre Loukachenko cherche à prendre ses distances vis-à-vis du Kremlin sans pour autant lui donner l'impression de remettre en question ses intérêts.

M. Loukachenko nient pas démolir les bases d'une alliance stratégique nouée depuis son élection à la présidence de cette ancienne république soviétique, en juillet 1994. Cette relation s'est tissée à travers l'Union de la Russie et de la Biélorussie, instituée le 8 décembre 1997, et divers accords multilatéraux — la Communauté des États indépendants (CEI), créée en décembre 1991, l'Organisation du traité de sécurité collective, fondée en 2002, ou l'Union économique eurasiatique, en vigueur depuis le 1er janvier 2015.

Première partenaire commerciale de la Biélorussie (26,1 milliards de dollars en 2016, contre 6,5 milliards en 1996), la Russie a accordé d'importantes subventions indirectes à son économie, sous la forme de crédits de stabilisation ou de tarifs préférentiels sur les livraisons d'hydrocarbures. Le montant de ces subsides s'est élevé à plus de 80 milliards de dollars pour les années 2002-2015 (1). Minsk et Moscou ont aussi noué des partenariats stratégiques dans le domaine militaire, avec la création d'un groupement régional interarmées en 1999 ou encore d'un système commun de défense aérienne en 2011. Depuis 1995, les deux pays exploitent de manière conjointe deux infrastructures mi-



litaires situées sur le sol biélorusse. La crise ukrainienne a toutefois poussé Minsk à se méfier davantage de son « grand frère ». Sa nouvelle doctrine militaire, en vigueur depuis juillet 2016, classe ainsi — sans les désigner nommément — à la fois la Russie et les puissances occidentales (accusées par M. Loukachenko de fomenter une « révolution colorée ») parmi les voisins capables de monter une opération asymétrique à l'encontre du pays. Ce texte mentionne des opérations qui rappellent l'interventionnisme russe dans les territoires de l'Est ukrainien : groupes armés terroristes ou extrémistes à la solde d'États tiers, opérations de déstabilisation visant à faire plonger un pays dans un conflit armé ou guerres de l'information. Minsk s'emploie d'ailleurs à améliorer les performances contre-insurrectionnelles des unités d'élite de la sécurité intérieure ou de l'armée. Le scénario des exercices réalisés en septembre 2016 près de Lepel, dans la région de Vitebsk, rappelle les événements du printemps 2014 dans le Donbass ukrainien, tout particulièrement la prise d'assaut par des commandos armés, sous le commandement du Russe Igor Strelkov, de bâtiments publics à Sloviansk et à Kramatorsk. Ces forces spéciales, qui compteraient quelque huit mille membres, sont toutes placées, indépendamment de leur affiliation institutionnelle, sous le commandement du fils aîné du président, M. Viktor Loukachenko, conseiller à la sécurité nationale. Les forces d'appoint de la défense territoriale et ses 120

000 réservistes mobilisables seraient également associés à la riposte en cas d'irruption d'un conflit sur le sol national à l'instigation de puissances étrangères, donc à des opérations contre-insurrectionnelles et antiterroristes. À défaut de pouvoir consolider la frontière biélorusso-russe, que les citoyens des deux pays peuvent traverser sans visa, comme une simple limite administrative, Minsk y a introduit en septembre 2014 un régime de « territoire frontalier » supposant des contrôles renforcés, sans cependant les appliquer réellement afin de ne pas provoquer son voisin. L'État biélorusse a aussi accéléré le processus de démarcation et d'aménagement de ses 1 084 kilomètres de frontière (très poreuse) avec l'Ukraine, afin de prévenir les risques de propagation de la violence et de circulation des combattants et des armes. À ce jour, près de 350 kilomètres sont déjà démarqués, des postes-frontières supplémentaires ont été aménagés et une nouvelle brigade ainsi que plusieurs groupes mobiles de gardes-frontières ont été créés. En février 2016, la participation à des conflits armés à l'étranger, en dehors des forces armées biélorusses, a en outre été rendue passible de cinq ans d'emprisonnement. Au printemps de la même année, le ministère de l'intérieur aurait lancé des poursuites pénales contre 138 combattants biélorusses qui prenaient part au conflit armé dans le Donbass, de part et d'autre de la ligne de front. Le gouvernement se montre égale-

ment préoccupé par la domination des médias russes dans le pays. En mai 2016, le vice-adjoint de l'administration présidentielle, M. Igor Bouzovski, a qualifié les chaînes, émissions et programmes russes, qui représentent 65 % des contenus diffusés sur les écrans de télévision du pays, d'« inquiétants du point de vue de la culture nationale et de la sécurité de l'information ». Une préoccupation d'autant plus vive que le pouvoir fait souvent l'objet d'attaques médiatiques. En novembre 2016, la chaîne Pervy Kanal (« première chaîne ») et la chaîne Zvezda (« étoile ») du ministère de la défense russe ont chacune consacré une émission de débat à la Biélorussie afin de déterminer si celle-ci n'empruntait pas, à l'instar de l'Ukraine, la voie dangereuse du nationalisme antirusse. Censurer la diffusion de ces programmes, révélateurs des inquiétudes que l'autonomisation de la Biélorussie éveille dans des cercles du pouvoir russe, constitue cependant une ligne rouge que Minsk n'est pas près de franchir. Le régime préfère promouvoir indirectement l'identité nationale, dans un pays où, à l'issue d'une vingtaine d'années de russification intense, plus de 80 % de la population parle couramment russe. En juillet 2016, l'Union biélorusse républicaine de la jeunesse (BRSM), chargée de l'encadrement social et politique des jeunes, organisait à l'instigation des autorités une journée des vchivanka, ces blouses traditionnelles brodées en blanc et rouge, les couleurs nationales.

Fin de l'ostracisme européen

Dans sa quête d'autonomie, Minsk cherche à normaliser ses relations avec Bruxelles. À la faveur de la crise ukrainienne, il s'est imposé comme un médiateur indispensable dans les négociations visant à régler le conflit armé dans le Donbass. Les événements ukrainiens ont aussi fait évoluer la politique de l'Union européenne à l'égard du régime de M. Loukachenko : articulée auparavant autour des valeurs de la démocratie et des droits humains, et appuyée par des sanctions, celle-ci s'est recentrée sur les intérêts des vingt-huit États membres, notamment sur la question de la sécurité et de la stabilité des frontières.

Ces changements, ainsi que les gages d'ouverture donnés par le régime biélorusse, ont conduit l'Union à lever, le 15 février 2016, les sanctions frappant 170 personnalités et trois entreprises publiques ou privées. L'ostracisme international du pays datait du début des années 2000 et avait pour origine le refus de M. Loukachenko de se plier aux demandes d'élections libres et de respect des droits humains. Les sanctions concernant quatre personnes responsables de disparitions politiques dans les années 1999-2000 ainsi que l'embargo sur des livraisons d'armements ou d'équipements utilisables à des fins de répression ont cependant été reconduits.

Loulia Shukan
Chercheuse en sociologie politique et maîtresse de conférences à l'université Paris Nanterre. Auteure de Génération Maïdan, L'Aube, Paris, 2016

AL BAYANE
MAROC

Crise coronavirus: quelques enseignements à retenir

Avec 19 à 25 cyclones annoncés dans l'Atlantique, l'Organisation météorologique mondiale pourrait se trouver à court de lettres pour les nommer. Les autorités exhortent les populations à se préparer à des épisodes plus violents que la normale.

La crise sanitaire que nous vivons et qui nous a imposé un confinement quasi-général ne passera pas inaperçue. Elle laissera des traces profondes de par les bouleversements qu'elle a introduits dans notre mode de vie, notre rapport au temps, nos relations avec les autres. La crise, c'est connu, est un moment d'interrogations sur soi, sur l'autre, sur le présent et sur l'avenir. Un moment de remise en cause de certitudes et d'idées reçues.

Nous avons appris au cours de cette période beaucoup de choses en si peu de temps. Nous avons pu prendre en quelques semaines des mesures qu'on avait du mal auparavant à envisager. Et nous avons réalisé combien la vie est importante, combien la liberté humaine compte énormément et combien l'égoïsme et le chacun pour soi sont nuisibles. Ce sont là trois enseignements majeurs que l'on tirera de cette épreuve qui laissera des traces indélébiles.

Le premier enseignement porte sur le « télétravail » ou le travail à domicile. Cette pratique courante dans les pays développés, a pris un élan sans précédent pendant la période de confinement. A chaque fois que c'est possible, les gens se sont mis à travailler à partir de chez eux, en utilisant les instruments numériques. On estime, en effet, que le travail à distance, concerne dans ces pays le tiers de la population active. Tout indique qu'à l'avenir, sous l'impulsion du « capitalisme numérique », ce type de travail va se développer davantage pour concerner plusieurs domaines d'activité. Si cette évolution constitue un progrès indéniable pour la société, elle pourrait également être source d'une digression sociale inquiétante. Les progrès résident

dans la réduction des coûts de production (estimés à 30%), la réduction de la circulation et donc de l'émission du CO₂, le décongestionnement des grandes agglomérations urbaines, le gain du temps. Mais comme tout phénomène social est contradictoire et toute médaille a son revers, le travail à domicile, peut être vécu, notamment par les salariés, comme une double aliénation: celle de voir le résultat de son travail lui échapper; celle de se retrouver dans l'isolement face à lui-même dans un espace qui est en même temps lieu de domicile et lieu de travail. La vie privée se dissout dans la vie professionnelle. L'intime relègue progressivement du public et l'inviolabilité du domicile n'aurait plus de sens.

Ce « capitalisme de plateforme » n'est autre qu'un retour à un nomadisme de type nouveau. L'emploi salarié est ainsi remis en cause non pas pour le dépasser dans un sens progressiste, mais pour lui substituer cette nouvelle forme d'exploitation basée sur la flexibilité et la précarité.

Certes, personne ne peut être contre le « progrès technique », à condition que la technique soit effectivement au service de l'homme. Par exemple, il serait utile pour notre pays, de maintenir à l'avenir l'enseignement à distance, dans des cas définis de commun accord avec les différents intervenants : corps enseignant, parents d'élèves et représentants des étudiants. Cet enseignement à distance n'interviendrait que dans des situations précises et des matières bien déterminées. A titre d'exemple, rien n'empêche de dispenser à distance les cours magistraux dans les facultés des sciences humaines et juridiques et de limiter la présence physique aux séances des travaux dirigés. Par ail-

leurs, comme l'expérience l'a montré, des activités administratives, ou à caractère politique et associatif, pourraient bien se poursuivre à l'avenir à distance. On y gagnera en termes de temps et d'efficacité. Plusieurs autres secteurs pourraient faire appel au télétravail. Pour cela, on doit absolument réduire la fracture numérique, dont on mesure actuellement la gravité, à travers un investissement massif dans le numérique. Mais en aucune manière, le monde virtuel ne doit effacer le monde réel!

Le deuxième enseignement porte sur l'instauration de ce qu'il convient d'appeler le « revenu minimum universel » ou le « revenu minimum de dignité ». Pour encourager la population au respect du confinement, la majorité des Etats ont eu recours à l'usage de cette « monnaie hélicoptère » consistant à verser des chèques aux populations démunies. Le Maroc s'est inscrit dans la même voie en accordant des aides aux ménages sans ressources variant entre 800 à 1200 DH selon la taille du ménage concerné. Force est de constater, qu'il est difficilement envisageable de voir l'Etat arrêter subitement le robinet, au risque de provoquer une révolte sociale. Désormais, les populations bénéficiaires de ces transferts savent que l'argent existe bel et bien quelque part et ne seront pas prêts à y renoncer.

Par conséquent, nous n'avons d'autre choix que d'institutionnaliser au plus vite ce mécanisme par la mise en œuvre de ce fameux registre social unique. Bien sûr, le pays ne doit en aucune manière se « plaire » dans une situation statique qui ferait d'une bonne partie de Marocains des assistés perpétuels. Il faut absolument que des solutions de rechange plus attractives soient mises en œuvre. Ce qui passe

inmanquablement par la multiplication des activités génératrices de revenus et leur mise au travail des populations en âge d'activité.

Le troisième enseignement et non des moindres est relatif à certaines valeurs fortes qui constituent le socle des droits humains et l'essence de l'espèce humaine. Le confinement auquel nous sommes soumis a constitué pour chacun d'entre nous un véritable électrochoc en « déconfinant » davantage nos esprits et en redécouvrant l'utilité de ces « petites choses » de la vie qui contribuent à notre bonheur.

Après le déconfinement, nous deviendrons plus attachés à notre liberté au sens large du terme englobant la liberté de penser, la liberté de s'exprimer, la liberté d'agir et d'entreprendre. Nous y tiendrons comme on tient à la pupille de nos yeux et nous ne pourrions jamais accepter qu'une quelconque autorité nous impose des limitations. Sauf lorsqu'il s'agit de notre sécurité et de celle de la collectivité. Au contraire, nous militerons pour les élargir au maximum y compris vers certains domaines jugés, à tort ou à raison, tabous et sensibles. Cependant, la liberté est indissociable des droits et devoirs que chacun d'entre nous est tenu d'observer. Le vivre ensemble nous dicte le devoir d'être solidaires et de servir la nation, comme il nous donne le droit de choisir librement, et sans ingérence aucune, notre système d'organisation et notre mode de gouvernance. C'est pour ces considérations que nous pensons, en toute logique, que la démocratie sortira renforcée de cette épreuve. En tout état de cause, qui pourrait nous proposer mieux?

Par : Abdeslam Seddiki

Le Point

FRANCE

Éducation : le « Parcoursup » britannique fait aussi polémique

Face à l'impossibilité de passer l'examen final du lycée, le gouvernement a créé un algorithme pour répartir les places dans les universités, raconte « Le Figaro ».

Comme un air de déjà-vu. Au Royaume-Uni, les lycéens en dernière année n'ont pas pu passer leurs examens finaux en raison de la pandémie de coronavirus. Pour répartir les places dans les différentes universités du pays, le gouvernement britannique a créé un algorithme spécial qui fait aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques, détaille Le Figaro. Les résultats publiés le 13 août dernier ont provoqué la colère et la stupeur chez de nombreux enseignants, élèves et directeurs de lycée.

L'algorithme se base sur deux critères essentiels : les notes de l'élève durant l'année, ainsi que les résultats au A-Level - l'équivalent du baccalauréat en France - des années précédentes des élèves du lycée dans le-

quel évolue le candidat. Sauf que l'algorithme a présenté des résultats largement inférieurs aux attentes. Environ 40 % des notes attribuées ne sont pas conformes aux prévisions des enseignants. De plus, 3 % des élèves ont vu leurs notes dégringoler de deux paliers, le système de notation au Royaume-Uni fonctionnant avec des lettres allant de A à E. Les élèves concernés ont ainsi pu voir leurs notes chuter de C à E.

Le gouvernement fait marche arrière

Les places promises à certains lycéens dans les universités les plus cotées du pays sont alors allées à d'autres candidats. Le corps enseignant dénonce un algorithme qui désavantage les meilleurs élèves des lycées dont les résultats ne sont pas les plus élevés du pays. D'après l'analyse des données, les écoles privées payantes du Royaume-Uni ont eu plus de chances

d'envoyer leurs élèves dans de bonnes universités avec ce système. Dans un premier temps, le gouvernement avait envisagé un autre système de notation en prenant en compte les prévisions des enseignants et se basant sur les résultats des élèves aux examens blancs qui se sont déroulés avant la mise en quarantaine. Face à la colère des enseignants, le Premier ministre, Boris Johnson, a répondu : « Là où les élèves sont déçus, là où ils sentent qu'ils auraient pu faire mieux, là où ils sentent qu'une injustice leur a été faite, il y a la possibilité de faire appel et ils pourront aller aux sessions de rattrapage cet automne. » Une première mesure a été décidée par le ministre britannique de l'Éducation Gavin Williamson : les écoles ne devront pas payer pour contester et faire appel des notes d'examen de leurs élèves. Une action qui peut parfois coûter jusqu'à 150 livres.

Brèves

TERRITOIRE

La sauvegarde du panda géant n'a pas profité aux grands carnivores

Face à la situation alarmante dans laquelle se trouvait le panda géant à la fin des années 1970 - il n'en restait alors que 1000 spécimens à l'état sauvage - plusieurs stratégies de conservations ont été mises en place pour sauver cet animal emblématique de l'Empire du Milieu. Plus de 60 zones ont notamment été classées comme " protégées " afin de préserver son habitat. La mission est un succès : on dénombre aujourd'hui deux fois plus de pandas vivant à l'état sauvage qu'en 1970, et depuis 2016, l'espèce n'est plus considérée comme étant " en danger de disparition " par l'Union internationale pour la conservation de la nature, mais reste tout de même vulnérable.

Quand le bonheur des uns ne fait pas celui des autres...

Une victoire synonyme de bonne nouvelle pour la biodiversité ? Pas forcément, avertit une équipe composée de chercheurs chinois et américains, spécialisés en écologie et protection des écosystèmes. Dans une étude publiée le 3 août 2020 dans la revue Nature Ecology and Evolution, ces derniers précisent que les aires de répartition de 4 grands carnivores qui vivent aux côtés des pandas : les léopards, les loups, les panthères des neiges, et les dholes - un chien sauvage d'Asie - ont considérablement diminué !

FOSSILE

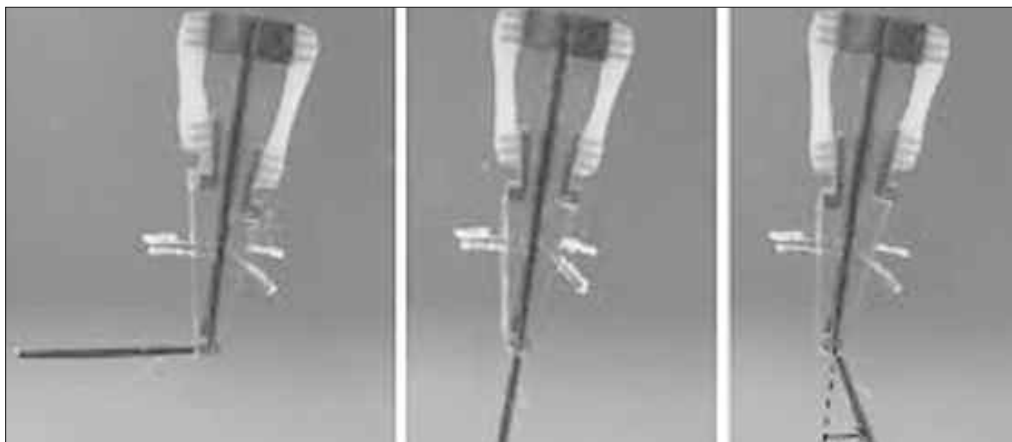
Un crocodile de 10 mètres s'attaquait aux dinosaures

Les dinosaures, souvent vus comme les plus grands prédateurs du Mésozoïque, ont finalement trouvé leur maître : le Deinosuchus, un crocodile géant pouvant atteindre dix mètres de long et à la mâchoire suffisamment puissante pour affronter même les plus imposants des sauropodes. C'est en tout cas ce que révèle une étude publiée ce 29 juillet 2020 dans le Journal of Vertebrate Paleontology. Pour arriver à une telle conclusion, le Dr Adam Cossette et Christopher Brochu, auteurs de l'étude, ont analysé un ensemble de spécimens fossiles du crocodile. Résultat : la taille impressionnante de son corps, et plus particulièrement de ses dents, lui aurait permis de se placer comme le plus grand prédateur de son écosystème ! Vivant au Crétacé supérieur, il y a 75 à 82 millions d'années, le Deinosuchus préférait le climat de l'Amérique du Nord : deux espèces (Deinosuchus hatcheri et Deinosuchus riograndensis) vivaient dans l'ouest du continent, dans une zone s'étendant du Montana au nord du Mexique. Une autre, Deinosuchus schwimmeri, vivait le long de la plaine côtière de l'Atlantique, du New Jersey au Mississippi. À cette époque, l'Amérique du Nord était coupée en deux par une mer peu profonde, la voie maritime intérieure de l'Ouest. Celle-ci s'étendait de l'océan Arctique au sud jusqu'à l'actuel golfe du Mexique ; ce large espace représentait autant de terrain de chasse pour le prédateur aquatique.

ROBOTIQUE

Un robot hybride équipé de véritables cellules musculaires

Des ingénieurs japonais sont parvenus à mettre au point un incroyable robot hybride miniature actionné par... des cellules musculaires ! Une avancée biomédicale majeure qui ouvre la voie au développement d'organes et de prothèses hybrides.



La science-fiction annonçait depuis plusieurs décennies, et voici qu'un cyborg semblerait désormais en passe de prendre vie. Enfin presque... Alors que le terme « d'organisme cybernétique » désigne un être vivant amélioré à grand renfort de pièces mécaniques ou de dispositifs électroniques, l'invention qui vient de naître à l'Université de Tokyo serait plutôt l'inverse de cette définition : un robot doté... de véritables organes ! Comme le révèle une publication parue dans la revue Science Robotics, des chercheurs de l'Institut de science industrielle de l'Université de Tokyo sont parvenus à faire croître des cellules musculaires de rats sur un squelette artificiel, puis à les mettre en mouvement de manière antagoniste, exactement comme de véritables muscles. Une incroyable prouesse accomplie malgré les sérieuses difficultés auxquelles les ingénieurs ont eu à faire face. Le premier défi représenté par un tel projet était de parvenir à maintenir les cellules musculaires dans leur état initial. Leurs caractéristiques biochimiques les poussent

en effet inexorablement à se remplir et à rétrécir petit à petit. « Ce raccourcissement spontané rend les tissus musculaires bien plus courts que leur longueur initiale, conduisant ainsi à un dysfonctionnement contractile », expliquent les chercheurs dans leur publication.

Un compromis entre souplesse et rigidité

Pour pallier ce problème, les ingénieurs ont tenté de cultiver les cellules musculaires sur une ossature synthétique rigide. Idéal sur le papier pour maintenir constante la longueur des tissus. Sur le papier seulement, car en pratique, cette technique diminue drastiquement la puissance du muscle artificiel. Le second problème que les chercheurs ont eu à affronter était donc celui du cadre, de la charpente sur laquelle faire croître les cellules musculaires. Leur but : trouver un compromis entre souplesse et rigidité, afin de former des tissus à la fois irrétrécissables et puissants. Un défi relevé grâce à un matériau spécifique : l'hydrogel.

Capable de prendre du volume

grâce à l'eau ou aux fluides biologiques, ce polymère a permis aux ingénieurs de construire une ossature souple, constituée de plusieurs couches, rainurées afin d'y faire croître de longues fibres musculaires.

Un squelette synthétique pour permettre le mouvement

Les chercheurs ont ensuite fabriqué un squelette synthétique qui leur a permis de connecter entre elles plusieurs paires de muscles placés de manière antagoniste. « Le fait qu'elles exercent des forces opposées les unes sur les autres les a empêchées de raccourcir et de se détériorer », souligne l'un des co-auteurs des travaux Shoji Takeuchi. Un petit levier équipait l'extrémité de chacune d'elles, et a ainsi permis aux chercheurs de produire des mouvements comparables à ceux d'un doigt humain, en actionnant à l'aide d'électrodes ses muscles miniatures. Des muscles mi-biologiques mi-synthétiques dont la puissance s'est avérée bien supérieure aux espoirs des ingénieurs. La force contractile générée par leur dispositif s'est en effet révélée

plus importante que celle obtenue lors d'expériences précédentes.

Un dispositif prometteur

Les ingénieurs ont ainsi pu tester leur doigt hybride miniature en lui faisant manipuler de petits objets, et notamment un anneau, qui a pu être attrapé avec facilité. Les performances inédites de ce dispositif ouvrent la voie à des applications biomédicales sans précédent. « Si nous parvenons à combiner un plus grand nombre de ces muscles dans un dispositif unique, nous pourrions être capables de reproduire les interactions musculaires complexes qui permettent aux mains, aux bras et à d'autres parties du corps de fonctionner », prévoit l'auteur principal des travaux Yuya Morimoto. À l'avenir, les chercheurs espèrent notamment pouvoir créer grâce à cette technique des organes de remplacement ou des prothèses issues de la bio-ingénierie. La science-fiction l'avait prédit, et l'homme cybernétique n'est désormais peut-être plus très loin de devenir une réalité. Méfiance, un jour, des cyborgs pourraient bien se cacher parmi nous !

ALIMENT

Manger trop de riz pourrait tuer

Mauvaise nouvelle pour les grands mangeurs de riz. Des chercheurs britanniques de l'université de Manchester viennent de dévoiler, via une étude, que le riz peut être dangereux pour la santé. Seulement à grosses doses. Pourquoi ? Tout simplement parce que ces petits grains contiennent de faibles taux d'arsenic, un poison qui augmenterait le

risque de problèmes cardiovasculaires. "Il existe une association significative entre une mortalité cardiovasculaire élevée, et la consommation de riz inorganique contenant de l'arsenic", notent ainsi les experts. Les plus gros consommateurs de riz auraient 6% de risques de plus de mourir d'un problème cardiovasculaire que les autres.

Autre chiffre qui peut faire peur : l'étude britannique indique que "cette situation serait à l'origine de 50 000 décès par an !". Rien que ça. Si vous voulez continuer de consommer du riz avec moins de risques, les experts recommandent la consommation de riz basmati ou de riz poli qui sont "connus pour avoir généralement des teneurs en arsenic inorganique plus faibles".

TECHNOLOGIE

Cette IA peut prédire quand vous allez mourir, Mais comment ?

En examinant des tests cardiaques d'un patient, et même lorsque ceux-ci ont l'air normaux, une intelligence artificielle est capable de prédire le risque qu'une personne décède dans l'année. Mais la façon dont elle le fait reste un mystère.

Et vous, aimeriez-vous connaître la date de votre mort ? Des chercheurs de Geisinger, un prestataire de soins de santé en Pennsylvanie (États-Unis), ont réussi à prédire quels patients risquaient de décéder au cours de l'année. Pour cela, ils ont formé une intelligence artificielle (IA) à détecter les signes de potentiels problèmes cardiaques dans le futur, comme les crises cardiaques ou la fibrillation auriculaire. La machine a examiné les résultats d'1,77 million d'électrocardiogrammes (ECG), soit les enregistrements de l'activité du cœur de près de 400.000 patients. Deux versions de l'IA ont été développées. Une analysait les données brutes, l'autre recevait également l'âge et le sexe des participants. Les conclusions de l'étude, relayées par le New Scientist, ont été présentées lors du congrès de l'American Heart Association à Dallas (États-Unis) le 16 novembre 2019.

Les humains ne voient pas Les prédictions de l'IA ont ensuite été épluchées, à l'aide de ce qui est appelé l'"AUC". Cette métrique mesure les performances d'un modèle qui fait la distinction entre deux groupes de personnes. Dans ce cas, il s'agissait d'une part les personnes décédées, d'autre part celles ayant survécu. Un score de 0,5 n'indique aucune différence entre les groupes. Un score de 1 est parfait. Or la tech-



nologie a systématiquement obtenu un score supérieur à 0,85. Les médecins, eux, ont eu un score qui variait entre 0,65 et 0,8, assurent les auteurs des recherches. D'après eux, le modèle d'IA fonctionnerait donc mieux que les méthodes existantes pour détecter de potentiels décès. Il aurait même identifié des problèmes cardiaques chez des patients déjà étudiés par des cardiologues. Chacun de leur côté, trois médecins ont en effet examiné des ECG d'aspect "normal", et n'ont pas été capables de déceler les profils à risque, comme l'a fait la machine.

"Cette découverte suggère que le modèle voit des choses que les humains ne peuvent probablement pas voir, ou du moins que nous ignorons et pensons être normales, déclare au New Scientist Brandon Fornwalt, chercheur principal de l'étude. L'intelligence artificielle peut nous apprendre des choses que nous interprétons peut-être mal depuis des décennies."

Un fonctionnement encore flou Toutefois, les scientifiques ne connaissent toujours pas quels sont schémas détectés par l'IA, et ont ainsi du mal à expliquer son fonctionnement. C'est cette mé-

connaissance qui inquiète les professionnels de santé, peu enclins à prendre des décisions fondées sur un algorithme incompris. Cette étude n'est pas la première tentative de prédiction de la mort. L'année dernière, des chercheurs de Google ont créé un modèle prédictif en utilisant les dossiers de santé électroniques pour prédire la durée du séjour d'un patient en hôpital, l'heure de son départ ainsi que le moment de son décès. Des IA ont également été développées pour diagnostiquer les maladies cardiaques et le cancer du poumon. Et ce, parfois avec plus de précision que les médecins humains.

GROENLAND

La calotte glaciaire fond irrémédiablement, prévient des scientifiques



À Groenland, la fonte de la calotte glaciaire est irrémédiable, selon des scientifiques avançant qu'elle continuerait à rétrécir "même si le réchauffement climatique s'arrêtait aujourd'hui" car les chutes de neige ne compensent plus les pertes de glace. "Les glaciers du Groenland ont en quelque sorte franchi un point de non-retour, où les chutes de neige qui reconstituent la calotte glaciaire chaque année ne peuvent plus contrebalancer la glace qui s'écoule des glaciers vers l'océan", a expliqué dans un communiqué l'Université d'Ohio State, où travaillent les auteurs de l'étude publiée par la revue Nature Communications Earth and Environment, le 13 août.

Le changement climatique pèse lourd sur les glaciers et la fonte de la calotte glaciaire menace des dizaines de millions de personnes à travers le monde. Dans les années 1980 et 90, la calotte glaciaire perdait environ 450 gigatonnes (environ 450 milliards de tonnes) de glace par an, remplacée par les chutes de neige, ont relevé les scientifiques après l'analyse de quelque 40 ans de données. A partir des années 2000, la fonte s'est accélérée, grimpa à 500 gigatonnes mais n'a pas été compensée par les chutes de neige. "La calotte glaciaire du Groenland perd de sa masse à un rythme accéléré au XXIe siècle, ce qui en fait le plus important contributeur à l'élévation du niveau de la mer", souligne l'étude. Toutefois, si la fonte des glaciers groenlandais liée au changement climatique est extrêmement préoccupante, d'autres membres de la communauté scientifique estiment prématuré de parler d'un point de non-retour.

"Nous ne savons pas de combien les concentrations en gaz à effet de serre vont augmenter", a expliqué à l'AFP Ruth Mottram, climatologue de l'Institut danois de météorologie (DMI). Les résultats publiés dans Nature montrent que "même si nous stabilisons les températures (et les émissions de gaz à effet de serre) au niveau actuel, la calotte glaciaire continuerait à fondre, mais seulement jusqu'à ce que sa taille soit à nouveau en équilibre avec le climat", a-t-elle indiqué.

D'après une autre étude récente de l'Université de Lincoln (Royaume-Uni), la fonte des glaces au Groenland devrait contribuer à hauteur de 10 à 12 cm à la hausse du niveau des mers d'ici 2100. Le Giec avait estimé en 2013 que le niveau des mers monterait de 60 centimètres d'ici la fin du siècle.

ESPACE

La planète naine Cérés pourrait être "un monde océanique"

La planète naine Cérés, dont les scientifiques peinent à percer les mystères, pourrait être "un monde océanique" où l'eau liquide coule sous sa surface, selon une série d'études publiées lundi 10 août 2020.

Première visite Depuis sa découverte en 1801, Cérés a été tour à tour considérée comme une planète à part entière, puis un astéroïde et désormais une planète naine. Mais quelle que soit sa dénomination, elle n'a jamais cessé d'intriguer les scientifiques. En 2015, après un périple de sept ans et demi, la sonde américaine Dawn s'est placée en orbite autour de cette sphère énigmatique située entre Mars et Jupiter, dans le système solaire. C'était la première visite d'un vaisseau automatique autour d'un tel corps céleste. Avec son diamètre d'environ 950 km, Cérés représente le plus gros objet de la ceinture d'astéroïdes. Elle met l'équivalent de 4,61 années terrestres à faire le tour du Soleil. Le 1er novembre 2018, la Nasa a annoncé que la sonde Dawn était définitivement perdue,

faute d'hydrazine, le combustible qui lui permet de maintenir son antenne orientée vers la Terre pour communiquer avec elle et l'aider à orienter ses panneaux solaires vers le Soleil pour se recharger. La nouvelle était attendue depuis quelques mois et jusqu'au bout, l'engin a continué à photographier et à explorer Cérés. Et aujourd'hui encore, les chercheurs continuent de décortiquer les images et les données incroyables qu'elle a collectées. Des travaux décrits, lundi, dans sept études publiées dans les revues Nature Astronomy, Nature Geoscience et Nature Communications.

Points lumineux

Un des fameux mystères de Cérés est la présence de plus de 130 zones lumineuses à sa surface, la plupart associées à des cratères d'impact. Or dans sa phase finale, Dawn a orbité à seulement 35 km de Cérés, se focalisant justement sur Occator, l'un de ses cratères vieux de 20 millions d'années. Selon les auteurs d'une des études, dirigée par Carol Raymond de l'Institut de Technologie de Californie aux

Etats-Unis, un vaste réservoir de saumure, une solution aqueuse saturée en sel, se cache sous le cratère.

Dans un autre article, Maria Cristina De Sanctis de l'Institut national d'astrophysique en Italie et ses collègues signalent la présence de chlorure de sodium hydraté sur la plus grande zone brillante du cratère de l'Occator. Pour Maria Cristina De Sanctis, "ces résultats révèlent qu'il y a de l'eau à l'état liquide sous la surface de la planète" et que Cérés est "une sorte de monde océanique, comme certaines lunes de Saturne et de Jupiter".

A la différence de ces lunes dont l'activité géologique interne est le fait des interactions gravitationnelles avec leurs planètes, Cérés est un astre isolé. Ce qui suggère que d'autres gros corps glacés du système solaire peuvent posséder une activité interne. Les données récoltées en fin de mission par la sonde Dawn ont permis d'évaluer la taille de la poche de saumure sous Occator : elle s'étendrait sur 40 km de profondeur et sur des centaines de kilomètres de large.

TÉLÉ

CANAL+ Victor & Célia

21h01



Victor, coiffeur trentenaire, rêve de se mettre à son compte. Il est parvenu à convaincre son ami Ben de devenir son partenaire et avec l'aide de Max.

TF1 Magnum

21h05



Higgins et Magnum acceptent d'aider une amie de Kumu qui est directrice d'un établissement scolaire.

N2 FBI: Portés disparus

21h25



Erin, qui occupe un poste à responsabilités dans une banque, disparaît.

france Ô Shades of Blue

20h55



Stahl est de retour à New York, contactant Cole en lui faisant croire qu'il fait partie des Affaires internes.

VISION



france-2 Nina

21h05



M6 Zone interdite

21h05



Meghan et Harry, la liberté à tout prix

arte Cézanne et moi

20h55



En 1886, Emile Zola attend la venue de son ami d'enfance Paul Cézanne qu'il n'a pas vu depuis deux ans.

The Crown :
Elizabeth Debicki sera la princesse Diana dans les saisons 5 et 6



C'est à Elizabeth Debicki qu'a été confié le rôle de la princesse Diana dans les saisons 5 et 6 de *The Crown*. L'actrice australienne prendra la suite d'Emma Corrin qui incarne le personnage dans la quatrième saison de la série Netflix, attendue pour la fin de l'année. « L'esprit de la princesse Diana, ses paroles et ses actions vivent dans le cœur de tant de personnes. C'est un véritable privilège et un honneur de rejoindre cette série magistrale à laquelle j'ai été absolument accro dès le premier épisode », a déclaré la star de *Gatsby le Magnifique* dans un communiqué publié par la production sur Twitter. Elizabeth Debicki donnera la réplique à Imelda Staunton, qui incarnera la reine Elizabeth II, ainsi qu'à Jonathan Pryce à qui reviendra le rôle du prince Philippe. Enfin, Lesley Manville a été choisie pour camper le rôle de la princesse Margaret. Ces deux saisons marqueront le grand final de la série à succès sur la famille royale britannique. Selon la BBC, la trame retracera notamment le divorce du prince Charles et de la princesse Diana, jusqu'à la mort de cette dernière qui, survenue en 1997, avait plongé la famille royale dans une crise durable.

Quotidien National d'Information
Édité par Sarl NATION EDITION
Capital social de 1000 000,00 DA

Directeur général, Responsable de la Publication
Omar ATTIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

FESTIVAL FEST D'ESPINHO 2020

La 16^e édition distingue le film algérien "Papicha"

La 16^e édition atypique du FEST a baissé son rideau. Le festival (qui a lieu chaque année dans la ville d'Espinho, au Portugal), a projeté près de 100 films dans trois villes différentes (Espinho, Porto et Lisbonne), à l'intérieur et à l'extérieur, un nouveau format de projection introduit cette année à cause de la pandémie.

Papicha, réalisé par Mounia Meddour, a remporté le Golden Lynx - Best Feature Fiction Award. Le premier long métrage de Meddour (qui fait partie de Un Certain Regard à Cannes en 2019) a été considéré comme « le portrait de trois générations, trois femmes » tout en mettant la lumière sur « l'impressionnante performance » de l'actrice Lyna Khoudri, le cœur du long métrage. Les membres du jury ont également estimé que le film est « un regard intime et intense sur la vie de jeunes étudiantes libres et indépendantes, dans un pays au bord d'une redoutable guerre civile ».

À noter que cette récompense s'inscrit au palmarès des prix dont « Papicha » a été récompensé lors des César en mars dernier, le Festival du film d'Angoulême dans lequel il a raflé les prix « Valois du public », « Valois du scénario », ainsi que « Valois de l'actrice » pour la talentueuse actrice Khoudri. Pour rappel, le long métrage a été projeté, en mai 2019, au Festival de Cannes dans la catégorie « Un certain regard », et a également été sélectionné au Festival El-Gouna en Égypte et nommé



aux Oscars pour le meilleur film étranger, bien qu'il n'ait pas été retenu dans la short list. Dans le cadre du Silver Lynx (en argent) Competition, dédié aux courts métrages de cinéastes de moins de 35 ans (qui englobe la fiction, le documentaire, l'animation et les films expérimentaux), "Acid Rain" de Tomek Popakul s'est démarqué auprès du jury remportant le prix

du meilleur court métrage d'animation. At The Entrance of the Night d'Anton Bialas a reçu le prix du meilleur court métrage expérimental dans cette section. Marshmallows, le deuxième court métrage de Duván Duque, a reçu le prix du meilleur court métrage de fiction et Black Lagoon, réalisé par Felipe Esparza, le prix du

meilleur court métrage documentaire. Guilherme Daniel a reçu le Grand Prix National pour Erva Daninha, un film que le jury a considéré comme un film « cohérent, bien construit et attrayant ». Dans la même catégorie, Quando a Luz se Apaga, réalisé par Tânia Prates, a reçu une mention honorable.

Z.N

POLÉMIQUE

Des écrivains marocains boycottent un prix littéraire émirati

Plusieurs candidats au prix Cheikh Zayed du livre ont annoncé se retirer de la sélection après la normalisation des relations diplomatiques entre les Emirats arabes unis et Israël. Quatre écrivains et intellectuels marocains ont retiré leur candidature au prix émirati Cheikh Zayed du livre afin de protester contre la normalisation, le 13 août, des relations diplomatiques entre les Emirats arabes unis et Israël. « La terrible normalisation des relations politiques entre ces deux pays me conduisent à retirer de façon définitive et volontaire ma candidature, en guise de modeste marque de solidarité envers

notre peuple palestinien », a écrit l'auteur Yahya Ben El Oualid sur sa page Facebook. L'intellectuel dit également avoir renoncé à plusieurs participations à des événements prévus en 2021 aux Emirats. Les romanciers Zohra Ramij, Ahmed Ellouizi et Abou Youssef Taha se sont également désistés. L'universitaire marocain Abderrahim Jairan annonce, pour sa part, quitter la rédaction du magazine émirati Mawrouth, édité par l'organisme de préservation culturelle Sharjah Heritage Institute. « La Palestine est une ligne rouge et toute normalisation avec l'entité sioniste doit être rejetée », a-

il déclaré dans une publication postée sur Facebook. L'accord historique entre les Emirats arabes unis et Israël divise largement l'opinion internationale. Certaines voix dans le monde arabe critiquent un pacte qui entérine de facto la possibilité de construire un Etat palestinien. Le Maroc, qui pourrait faire partie des prochains pays, aux côtés de l'Arabie Saoudite, à normaliser ses relations avec l'Etat juif, a rappelé « par principe » son engagement « constant » à soutenir la « juste cause palestinienne ».

EFE

Brèves

Le festival Africlap commence le 23 août à Toulouse

Africlap est maintenu et ça commence le 23 août. Pendant une semaine, le festival met à l'honneur la culture africaine. Pour sa septième année consécutive, le Festival Africlap et sa programmation tourne autour du thème des Mémoires et leurs transmissions. La Mémoire, qu'elle soit intergénérationnelle, familiale, nationale. Qu'elle concerne des moments personnels ou historiques, des savoirs récents ou ancestraux constituent à tous une part de nos identités. Cette année c'est avec une sélection riche de 48 films. Dont certains en avant-première que le festival propose d'explorer des productions africaines tout l'art de rendre des mémoires vivantes. Différents films se disputeront lors d'une compétition. Les œuvres sont réparties en plusieurs catégories. Il y a d'abord la catégorie principale qui récompense un long métrage, un court métrage et un documentaire. Il existe aussi des catégories spéciales avec le prix spécial solidarité internationale, prix spécial Cauris et le prix spécial Droits et libertés fondamentaux.

À partir du 24 août et jusqu'au 30, on retrouve comme chaque année au village du festival différentes animations pour petits et grands, des ateliers jeunes publics autour de la peinture, du graffiti, de la réalité virtuelle, des contes, des expositions, vente d'artisanat d'art d'Afrique. Cette année, Mata Gabin est l'invitée d'honneur du festival. Cette actrice, comédienne et chanteuse française, est née à la frontière du Libéria et de la Côte d'Ivoire. C'est en 1995 qu'elle démarre sa carrière par le théâtre avec un rôle dans Britannicus puis à la télévision l'année suivante, puis un premier rôle au cinéma en l'an 2000 avec Eriq Ebouaney et Alex Descas dans le film "Lumumba" de Raoul Peck. Elle totalise à ce jour 13 longs métrages au cinéma, 7 téléfilms, 11 séries télévisées et 26 pièces de théâtre.

R.C

A New York, les grands musées préparent leur réouverture

Deux grands musées de New York, le Metropolitan Museum of Art et le Whitney Museum, ont annoncé qu'ils allaient rouvrir leurs portes dans les prochains semaines, avec une capacité limitée, après quasiment une demi-année de fermeture à cause de la pandémie de coronavirus.

Le Met, fermé depuis le 13 mars alors qu'il accueille normalement quelque sept millions de visiteurs chaque année, rouvrira le 29 août. Les autorités de New York, épicentre de l'épidémie américaine au printemps mais où celle-ci est désormais sous contrôle, ont autorisé la réouverture des lieux culturels à partir du 24 août.

Parmi les expositions qui seront de nouveau accessibles, les "œuvres des Maîtres flamands" sont à l'honneur dans une animation mise en ligne sur le site officiel du Musée qui allait fêter cette année son 150^e anniversaire.

Un autre grand musée new-yorkais, le MoMa, n'a pas encore informé de sa date de réouverture. Le Metropolitan Opera a lui prévu de reprendre du service le 31 décembre, tandis que les théâtres de Broadway restent fermés jusqu'à janvier au moins.

R.C

La Chine relance ses cinémas avec "Harry Potter à l'école des sorciers"

Plus de 19 ans après sa sortie au cinéma, la première adaptation du roman de J.K. Rowling est en passe d'être le deuxième film de la saga à atteindre le milliard de dollars de recettes dans le monde après "Harry Potter et les reliques de la mort - Partie 2". Un succès qui rassure les professionnels du secteur après la crise sanitaire mais qui reste encore loin des chiffres de l'année dernière. Pour faire revenir les spectateurs dans les salles de cinéma, le marché asiatique a misé sur des valeurs sûres comme le premier opus de la saga "Harry Potter". Pari gagné pour les salles obscures et Warner

Bros, puisque le tome 1 "Harry Potter à l'école des sorciers" a amassé 13,6 millions de dollars de recettes supplémentaires en seulement trois jours sur 16.000 écrans dont 2,1 millions sur 594 écrans IMAX. Le succès du retour du film de Christopher Columbus a aidé le box-office chinois à atteindre son meilleur week-end depuis la réouverture de ses cinémas en atteignant quelques 21,9 millions de dollars de recettes.

Cela fait maintenant quatre semaines que les cinémas ont rouvert leurs portes au public en Chine depuis leur confinement décrété en janvier dernier suite à la pandémie de

Covid-19. Une reprise en demi-teinte pour l'industrie en très grande difficulté depuis la crise sanitaire puisqu'elle n'atteint toujours pas les chiffres de l'année dernière en affichant un déclin de 92,8%, rapporte The Hollywood Reporter. Les cinémas doivent toujours composer avec les mesures de sécurité sanitaire toujours en place comme le nombre limité de projections, la distanciation physique et la peur de revenir dans les salles obscures pour les spectateurs. Sorti en 2001, "Harry Potter à l'école des sorciers" est en passe de devenir le deuxième film de la saga à atteindre le milliard de dollars de

recettes grâce à cette rediffusion sur grand écran. Le film fantastique comptabilise plus de 975 millions de dollars de recettes dans le monde.

Le premier film de la saga "Harry Potter" n'est pas le seul à séduire les foules puisque "Interstellar" de Christopher Nolan a également récolté 1,3 milliard de dollars supplémentaires en Chine. Une bonne nouvelle à l'aube de la sortie du prochain film du cinéaste avec "Tenet" prévu pour le 4 septembre dans le pays et de la rediffusion de "Inception" prévue pour le 28 août prochain.

AFP



Sudoku n° 28

		8		4		5		
	8					6		
4		9						
				1			7	5
	7		6	3				
		2						
	2	7			3	4	8	
			9			3		
	6			7				9

ça s'est passé un... 19 Aout

1953 : Renversement de Mossadegh en Iran

Le 19 août 1953, le Premier ministre du chah d'Iran, Mohammad Mossadegh (73 ans), est démis de ses fonctions sous la pression des Britanniques. Ces derniers l'accusent d'être à la solde des Soviétiques. Ils lui reprochent surtout d'avoir nationalisé les gisements pétroliers d'Iran et exproprié la puissante compagnie pétrolière Anglo-Iranian Oil Company. Celle-ci avait été fondée en 1908 par William d'Arcy, suite à l'obtention d'une concession pétrolière en Perse en 1901. Il faudra attendre vingt ans avant qu'un autre pays ose nationaliser son pétrole. Ce sera l'Algérie...



En août 1953, suite à un référendum qui donne quitus au gouvernement pour poursuivre les réformes, Mossadegh dissout le Majlis (le Parlement iranien) et annonce de nouvelles élections. Mais le 16 août 1953, Mohammad Réza chah envoie ses gardes au domicile de son Premier ministre pour l'arrêter. Surprise ! Les gardes de Mossadegh désarment ceux du roi... et ce dernier doit fuir son pays pour l'Italie dans la précipitation. Dans les deux jours qui suivent, les habitants de Téhéran manifestent bruyamment leur joie et déboulonnent les statues du chah et de son père, Réza chah Pahlévi (on écrit aussi Pahlavi), le fondateur de la dynastie. Le chah déchu peut heureusement faire confiance aux services secrets occidentaux. La CIA américaine, dirigée par Allan Dulles, et le MI6 britannique apportent leur soutien au général Fazlollah Zahedi qui organise le 19 août un coup d'Etat dans les règles. La résidence de Mossadegh est bombardée et le Premier ministre ne doit son salut qu'à une fuite par une échelle. Le chah peut bientôt revenir et faire juger Mossadegh. Celui-ci est condamné à mort mais n'effectuera au final que trois ans de prison. L'Anglo-Iranian Oil Company retrouve ses biens, en changeant son nom pour celui de British Petroleum (BP), et tout rentre dans l'ordre ! Tout ou presque. Les compagnies américaines, autour de la puissante Standard Oil, profitent de l'affaire pour faire leur entrée sur le marché iranien. L'événement de Mossadegh consacre l'échec de la première tentative d'un pays du tiers monde d'acquiescer la maîtrise de ses richesses naturelles. L'événement a nourri de profonds ressentiments chez les Iraniens jusqu'à la révolution islamiste de 1978-1979.

Un an de luttes à couteaux tirés Mossadegh doit démissionner du poste de Premier ministre sous la menace d'un coup d'Etat militaire mais le peuple s'insurge en sa faveur et il reprend ses fonctions au bout de quatre jours d'émutes sanglantes ! La confiance n'est pas pour autant restaurée entre le souverain et son Premier ministre. Un projet d'assassinat de celui-ci, conduit par le chah, des militaires et des ministres,

ENIGME



JE FUIS LE SOLEIL,
JE FUIS LA LUNE ET
JE ME FAIS PIETINER
QUI SUIS JE ?

L'ombre

Mots Fléchés N° 27

Inventé par Donat Higo	Monstre américain Fesses son rôt	Hommes de l'orm Tu n'es pas bien !	Délice du matin Sorte de portine	Donne mal au coeur Louvre d'Auton Ouvre la vitre	Etrotement collées Condamné à mort	Pôles pour un bon voyage (à ne pas faire !)	Ecrivain mallein Imaginait en somme
Faire des prises Patin sur un manteau		Beau, blond, barbus ?	Grosse tortue En plein chœur	Musculé roche Jour d'ouverture		On pille ! Réunion d'as	Spécialiste des maux fléchés
Hornes des bois Garde la chambre			Centures médicales Abri de tortue	Noue des jarretes Fumeurs allumeurs			Variété de café Compte pas pour une zone Elle ne rime à rien
Assistante de Morphée ? Ex 'si bamoi'	Prépare le bounin Etre auxiliaire			Arrivent en pleurant Passe comme un boïse		Vessés liés Appuyer sur la distance	
Son sous si Marginal au crâne rasé		Elle allume le briquet Fruits à moutarde	Prendras des notes Fabriques des bouchons	Ont été plantés Couvrez en haut lieu			Centre de recherches Bien repassé
Dens de mèche Adresses la salle à manger			L'homme à la baguette Hôte en tas				Fait peu de vagues A eu une bonne repêche
Boucle le budget Un nu tentorial Si la péché			Pette corone Montent leur bouet				Fossé transversal Ceintures vertes
Circulent dans le dés Dialogue en Syrie	Somme à piquer Des gars des eaux	Est rouvert en coquer ? Ferme médicale		Un simple casse croûte Une bonne classe !			Turku pour les suédoïse Prude homme
Morceau de paille Une suite jamais précieuse			Hala Mohamed Prose de bec	Coups en quartiers Refuge pour vedette			Un Richard ? Fail la coue
C'est dans la poche ! Portent la culotte			On la trouve dans l'assiette Le fil pour coquer				Ville suédoïse Ville de Luxembourg Hep, taxus ! Bête zen
			La prison le fait monter				
				Siloune (hydrogène)			
				Sensible à la base			

MYSTÈRE d'HISTOIRE

L'inscription de Shugborough : la voie du Saint-Graal ?



Quand on regarde de loin le monument du Berger érigé au 18e siècle, à Staffordshire, au centre de la Grande-Bretagne, on n'y voit rien d'autre qu'une réplique sculptée de la célèbre peinture de Nicolas Poussin, Les bergers arcadiens. Pourtant, si l'on s'approche, on remarque une curieuse suite de lettres : D-O-U-O-S-I-A-V-V-M — un code que personne n'a jamais réussi à déchiffrer depuis 250 ans. Personne ne sait d'où vient ce code, même si

certain croient que c'est un indice laissé par les templiers pour retrouver le Saint-Graal. Les plus grands esprits se sont penchés sur cette énigme, dont Charles Dickens et Charles Darwin. En vain. Sur la photo, une diapositive montre le code vieux de 250 ans inscrit sur un monument à Shugborough, dans le Staffordshire, lequel, croit-on pointe vers le lieu où se trouverait le Saint-Graal.



C'est ce que tu écris pour imiter le bruit d'un rire. C'est quelqu'un qui sauve la vie d'une autre personne. Verbe « glisser », trois pers. sing., au présent. Il y en a vingt-quatre dans une journée. Mon tout se déplace sur un cousin d'air.

Aéroglosser (Ha-héros-glisse-heure)

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur du Japon

Le Gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de M. Kono Akira, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon auprès de la République algérienne démocratique et populaire, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

M. Kono Akira a occupé le poste d'ambassadeur, chef de la mission du Japon auprès de l'Union européenne.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
04:39	12:45	16:43	19:35	21:02

Météo

Alger	●	32	Tizi Ouzou	☁	30
Tiaret	●	30	Béjaïa	●	31
Constantine	●	33	Oran	☁	31

CICR (COVID-19) 600 incidents au sein des structures de santé dans le monde

Plus de 600 incidents violents au sein des structures de santé ont été enregistrés dans le contexte de la pandémie de Covid-19 dans le monde, a indiqué le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) hier. "La crise a mis en danger les personnels de santé à un moment où on avait le plus besoin d'eux", a déploré Maciej

Polkowski du CICR, dans un communiqué. Un total de "611 incidents, actes de violence, de harcèlement et de stigmatisation" ont été recensés par le CICR dans plus de 40 pays entre début février et fin juillet. Plus de 20% des cas sont des "agressions physiques, 15% des actes de discrimination fondée sur la peur, et 15% des attaques ou des menaces verbales". Sur les violences dirigées contre une personne, "67% avaient pour cible des personnels de santé, 22% des personnes blessées, malades ou soupçonnées d'être malades, et 5% des déplacés internes ou des réfugiés". "Les actes de violence commis contre les personnels de santé et les patients sont souvent motivés par la peur de contracter le virus et par un manque de

connaissances élémentaires sur le Covid-19", a expliqué Esperanza Martinez, responsable de l'Unité santé du CICR.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE 419 nouveaux cas, 306 guérisons et 12 décès

Quatre cent dix neuf (419) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 306 guérisons et 12 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du



Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élevé ainsi à 39 444 dont 419 nouveaux cas, soit 1 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès

à 1391 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 27 653, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 31 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 17 autres ont enregistré plus de 10 cas, tandis que 11 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 46 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le Dr Fourar.

Enfin, le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

THÉÂTRE DES MARIONNETTES EN IRAK L'Algérie primée au Festival juvénile virtuel international

Deux œuvres théâtrales algériennes ont été primées au Festival juvénile virtuel international du théâtre des marionnettes, qui s'est clôturé, lundi, ont indiqué les organisateurs. La pièce "Cheikh" de Boukhadra Souhil de l'Association Arlequin des marionnettes d'El Eulma a obtenu le 2e prix de la meilleure représentation théâtrale et le prix de la meilleure conception et fabrication des marionnettes. "Rovigo" de Halim Chanana de Blida a obtenu, quant à elle, le 3e prix de la meilleure représentation théâtrale et les prix de la meilleure manipulation et de la meilleure performance so-

nore. Par ailleurs, le 1er prix de la meilleure représentation théâtrale a été décroché par l'œuvre théâtrale irakienne "Le bon arbre et le nain", tandis que le prix de la meilleure œuvre est revenu à l'écrivain Mohamed El Akous de Syrie pour sa pièce "Comment est-il devenu génie". Organisé sous le patronage du ministère irakien de la Jeunesse et des Sports, ce festival a été ouvert, jeudi dernier, avec la participation de 12 œuvres théâtrales de cinq pays arabes, dont l'Algérie. Ces œuvres, de 8 à 15 minutes, ont pour la plupart été réalisées pendant la période de confinement.

ASSASSINAT DE RAFIC HARIRI Aucune preuve de l'implication de Hezbollah



Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a reconnu hier, Salim Ayyash, coupable dans l'assassinat en 2005 de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, tout en acquittant les trois autres suspects dans l'affaire. Salim Ayyash, 56 ans, a été condamné en son absence par le tribunal basé aux Pays-Bas pour son rôle dans l'attentat-suicide à Beyrouth, tuant 22 personnes, dont Rafic Hariri, qui briguaient un autre mandat à la tête

du gouvernement libanais. "La Chambre de première instance déclare M. Ayyash coupable au-delà de tout doute raisonnable en tant que coauteur de l'homicide intentionnel de Rafic Hariri", a déclaré le juge président David Re. Les magistrats prononceront ultérieurement la peine à l'encontre de Salim Ayyash, qui risque la prison à perpétuité s'il devait un jour être rendu au tribunal. Au bout de six ans de procès, "nous espérons sincèrement que le verdict d'aujourd'hui vous permettra de faire le deuil", a-t-il déclaré, s'adressant aux victimes et à leurs familles. Après avoir entendu près de 300 témoignages et examinés plus de 3 000 pièces à conviction, les juges du tribunal ont cependant estimé qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves pour condamner les trois autres suspects, Hassan Merhi, Hussein Oneissi et Assad Sabra. Les juges ont, par ailleurs,

déclaré qu'il n'y avait aucune preuve permettant d'établir un lien direct entre l'attentat et la Syrie ou le mouvement Hezbollah. Rafic Hariri, Premier ministre jusqu'à sa démission en octobre 2004, a été tué en février 2005, lorsqu'un kamikaze a fait sauter une camionnette remplie d'explosifs au passage de son convoi blindé sur le front de mer de Beyrouth, faisant 226 blessés. Saad Hariri, fils de Rafic Hariri et également ancien Premier ministre libanais, était présent pour assister à l'audience, à Leidschendam, près de La Haye, où est basé le TSL. Le TSL, avait reporté la lecture du verdict, initialement prévue le 7 août, "par respect pour les innombrables victimes" de l'explosion dévastatrice trois jours plus tôt au port de la capitale libanaise, qui a fait au moins 177 morts et plus de 6 500 blessés.

R.I

EXPLOSIONS DE BEYROUTH Environ 100 000 enfants ont été directement touchés

Le directeur régional de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Ted Chaiban, a déclaré lundi qu'environ 100.000 enfants avaient été directement touchés par les explosions de Beyrouth, a rapporté la chaîne de télévision locale LBCL. "Nous allons travailler pour aider les enfants à retourner dans leurs écoles... et à commencer leur nouvelle année scolaire car 120 écoles ont été touchées par les explosions", a

indiqué M. Chaiban, lors de sa tournée de contrôle du service des enfants de l'hôpital Karantina. "L'UNICEF sera toujours aux côtés du Liban", a-t-il ajouté. Deux énormes explosions ont secoué le port de Beyrouth le 4 août, ébranlant des bâtiments dans la capitale libanaise et faisant au moins 177 morts et 6 000 blessés. Les explosions ont aussi causé des milliards de dollars de dégâts matériels dans le pays.

RWANDA

Des restes de 100 victimes du génocide de 1994 découverts

Les restes de plus de 100 personnes assassinées pendant le génocide de 1994 au Rwanda ont été découverts en périphérie de Kigali, ont rapporté des médias. Deux fosses communes contenant des dents, des fragments d'os et des vêtements, ont été retrouvées sous une maison située dans le quartier populaire de Nyamirambo, dans la capitale rwandaise, selon les mêmes sources. "Le propriétaire de la maison dans laquelle les fosses ont été creusées, Simbizi François, décédé dans un centre de détention où il purgeait une peine à perpétuité après avoir été reconnu coupable de crimes de génocide", a déclaré André Gakwaya, chercheur sur le génocide de 1994 et directeur de l'Agence rwandaise d'informations (ARI). De son côté, Paulin Rugwiro, la

commissaire en charge du dossier des victimes du génocide de l'association IBUKA, en charge des rescapés du génocide, a indiqué qu'en plus des deux fosses communes découvertes, il pourrait y en avoir une troisième sous la propriété de Simbizi, ajoutant que "les recherches se poursuivent pour retrouver d'autres victimes enterrées sur ce site". Avril dernier, les restes de 78 victimes du génocide rwandais ont été retrouvés près du barrage de Kayonza, situé dans l'Est du Rwanda, une macabre découverte qui avait coïncidé avec les commémorations du 26e anniversaire du génocide. Mai 2019, environ 85 000 victimes du génocide, retrouvées dans des fosses sous des maisons à la périphérie de Kigali, ont été inhumées au Mémorial du génocide de Nyanza.

ZIMBABWE

Un juge interdit à une avocate de défendre un journaliste emprisonné

Un juge du Zimbabwe a interdit hier à une avocate réputée pour défendre les droits de l'homme dans son pays de représenter un journaliste lanceur d'alerte emprisonné depuis le 20 juillet. "Au regard des observations de l'Etat (accusateur) et de la défense, l'interdiction demandée par l'Etat" à Beatrice Mteiwa d'assurer en tant qu'avocate principale la défense de l'accusé Hopeswell Chimono "est accordée", a tranché Ngoni Nduna, juge d'un tribunal d'Harare où est jugé le journaliste pour "incitation à la violence". L'accusation reproche à cette célèbre avocate spécialisée depuis des années dans la défense des opposants poursuivis au Zimbabwe d'avoir écrit des lettres méprisantes à l'égard des tribunaux de son pays et de publier sur Facebook des commentaires les dénigrant.

ORAN

Perturbations sur les réseaux d'électricité dans six communes

Six communes de la wilaya d'Oran connaîtront des perturbations en matière d'alimentation en électricité en raison des travaux touchant les équipements et les réseaux de raccordements, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Ainsi, l'alimentation en électricité a été suspendue hier dans la cité des 454 logements de la commune d'Aïn Bya, une partie de la localité Safa, dans la commune de Misserghine. Des perturbations seront également enregistrées

ce mercredi à Ararsa, dans la commune de Bethioua, dans la zone de cheikh Mahieddine Slimani, dans la commune de Sidi Chahmi. La zone dite colonel Othmane (Arzew) sera touchée également le même jour (mercredi). Enfin, les zones de Sidi Ali Boutléis, Ines et Monticelli (Boutléis) seront privées d'électricité les 23 et 27 août courant, a précisé la même source, soulignant que l'alimentation en cette énergie sera rétablie une fois les travaux achevés.